



21.055

**Für ein gesundes Klima
(Gletscher-Initiative).
Volksinitiative
und direkter Gegenentwurf****Pour un climat sain
(initiative pour les glaciers).
Initiative populaire
et contre-projet direct***Fortsetzung – Suite*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.03.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.03.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.03.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

Python Valentine (G, VD): Depuis le début des mesures météorologiques, la température de notre planète a augmenté de 1,1 degré. Il faut comparer cela avec la température du corps: à 38 degrés, la fièvre est déjà marquée. A 39 degrés, elle est très pénible. Au-delà de 40 degrés, il y a danger de mort! Si l'on poursuit cette métaphore, avec deux degrés de plus, ce n'est pas la planète elle-même qui est menacée, mais la viabilité des conditions physiques qu'elle offre à ses habitants, dont l'espèce humaine. C'est donc de survie de notre espèce dont nous parlons aujourd'hui!

Ce réchauffement, très rapide par rapport à l'échelle de temps géologique, se répercute en particulier sur le cycle de l'eau: augmentation de l'évaporation, fonte accélérée des glaces et du pergélisol, élévation du niveau de la mer, acidification des océans, perturbation de la circulation océanique et des régimes des précipitations, diminution de l'enneigement.

Le bassin méditerranéen, le Proche-Orient et le Sahel connaissent une baisse de 30 pour cent des précipitations se répercutant directement sur la sécurité alimentaire et politique de ces régions. Partout, les phénomènes météorologiques extrêmes – sécheresses, canicules, pluies torrentielles, tempêtes – sont de plus en plus intenses et fréquents.

La Suisse n'est pas épargnée. Nous vivons et ressentons d'ores et déjà ces changements. Les paysages enneigés en plaine sont de plus en plus rares, contrastant avec nos souvenirs d'enfance.

Comme l'ensemble des régions alpines, notre pays est très vulnérable face aux effets cumulés de la fonte des glaciers et du pergélisol ainsi que des épisodes pluvieux intenses. Les citadins et les citadines, en raison du phénomène d'îlot de chaleur, sont les plus exposés face aux canicules, dont au moins un épisode survient chaque été depuis 2015.

Les écosystèmes aussi sont durement touchés. La rapidité et l'ampleur des changements ne permettent pas aux espèces de s'adapter. La faune aquatique est confrontée à l'augmentation de la température des cours d'eau et même à leur assèchement de plus en plus récurrent. Les risques d'incendie de forêt augmentent conjointement à la multiplication des épisodes de sécheresse. Une espèce emblématique comme le hêtre ne pourra plus survivre en plaine en Suisse si nous poursuivons la trajectoire actuelle de nos émissions.

Les conséquences néfastes de tous ces phénomènes se font durement ressentir sur la production agricole. La baisse de l'enneigement touche le tourisme de moyenne montagne. Les conséquences du réchauffement sur les écosystèmes, la biodiversité, la santé et l'économie se font donc déjà durement ressentir, ici comme partout ailleurs, et les répercussions seront de plus en plus graves selon le degré d'augmentation jusqu'à la fin du siècle. Celui-ci dépendra de notre capacité collective à stopper nos émissions de gaz à effet de serre qui sont à l'origine de ce dérèglement.

Le CO₂ issu de la combustion des énergies fossiles et de la déforestation est responsable de plus des trois quarts du réchauffement global. L'évolution des émissions directes de notre pays pourrait laisser penser que





nous avons été de bons élèves ces deux dernières décennies.

C'est sans compter la part des émissions indirectes émises à l'étranger, mais liées à la consommation suisse. En 2015, elle représentait environ 70 pour cent des émissions totales dont la Suisse est responsable. Nous avons tout simplement délocalisé nos émissions dans des pays comme la Chine. Ainsi, par habitant, et en prenant en compte la consommation, la Suisse est le quatrième plus gros émetteur derrière l'Australie, le Canada et les Etats-Unis.

Le rythme des émissions totales étant en constante augmentation depuis 2015, l'objectif initial de limiter l'augmentation de la température moyenne globale à 1,5 degrés pour la fin du siècle est compromis. Le sixième rapport du GIEC a fait part, l'été passé, de la situation actuelle et de ce qui est encore possible d'espérer. Il l'a encore rappelé il y a deux jours. Actuellement, nous nous dirigeons vers une trajectoire d'au moins plus 2,7 degrés. L'augmentation de 1,5 degrés sera atteinte en 2030 déjà. La rapidité du réchauffement et des effets en cascade qu'il entraîne dépasse les précédentes prévisions.

En raison de l'inertie des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, les écosystèmes les plus vulnérables – grande barrière de corail, faune arctique, îles pacifiques, etc. – sont très probablement déjà condamnés. Nous ne pourrions donc pas léguer aux générations futures la même richesse du vivant dont nous avons pu bénéficier, ce qui est impardonnable. Mais il nous est encore possible d'en préserver une part suffisante permettant la survie de la plupart des sociétés humaines.

Il ne suffit pas d'écrire des chiffres dans des lois pour que la réduction des gaz à effet de serre soit une réalité! Encore faut-il que ces objectifs s'accompagnent de mesures concrètes et d'un plan d'action pertinent. Viser une neutralité climatique après 2050, sans une sortie complète des énergies fossiles et sans objectifs ambitieux pour 2030 et 2040 ne suffira pas pour faire respecter nos engagements.

Il en va de tous ces enjeux pour défendre cette initiative.

Suter Gabriela (S, AG): Die Klimakrise ist real. Spätestens nach den letzten Hochwassern sollte es wirklich allen klar sein: Die Auswirkungen des Klimawandels sind keine abstrakte Gefahr der Zukunft, wir spüren sie bereits heute, und zwar auch hier in der Schweiz. Ja, die Schweiz ist vom Klimawandel ganz besonders stark betroffen. Die mittleren Jahrestemperaturen haben in der Schweiz seit Messbeginn 1864 um 2 Grad zugenommen; das ist fast doppelt so hoch wie das globale Mittel. Der neueste Bericht des Weltklimarates zeichnet ein beängstigendes Bild: Wetterextremereignisse wie Starkniederschläge und Hitzewellen werden durch die Klimaerwärmung weiter zunehmen.

Vor allem in den Städten und Agglomerationen, also da, wo die meisten Menschen leben, führt die Hitze zu gesundheitlichen Schäden bis hin zu Hitzetoten. Bis zu 45 Hitzetage mit über 30 Grad wird es im Mittelland im Jahr 2060 geben, wenn sich das Klima weiter so erwärmt wie bisher. Trockenheit und Wasserknappheiten werden zunehmen – mit fatalen Folgen, auch für die Landwirtschaft.

In der Schweiz trifft es die Bergregionen besonders hart. Der Klimawandel ist in den ökologisch besonders sensiblen Alpen viel stärker zu spüren als im Flachland.

AB 2022 N 127 / BO 2022 N 127

Ausbleibende Schneefälle und Trockenheit gefährden die wirtschaftlichen Grundlagen der Bergbewohnerinnen und Bergbewohner. Die Schneefallgrenze steigt und macht dem Wintertourismus zu schaffen. Die Gletscher gehen noch weiter zurück, und der Permafrost taut auf und verschärft das Potenzial an Naturgefahren. In den ausgetrockneten Schutzwäldern nimmt die Waldbrandgefahr zu. Instabile Hänge bedrohen Siedlungen und Infrastruktur, und häufigerer Starkregen führt zu mehr Bergstürzen, Lawinen, Murgängen und Überschwemmungen.

Vom Klimawandel sind auch die Alpentiere und -pflanzen betroffen. Irgendwann können sie nicht mehr höher hinauf in kühlere Gebiete ausweichen; sie haben keine Chance, sich so schnell an die Klimaveränderung anzupassen. Die Klimakrise verstärkt auch die Biodiversitätskrise, sie bedroht – von den Korallenriffen im Meer bis hin zu unseren Murmeltieren – die biologische Vielfalt und beschleunigt das Artensterben. Unsere Gletscher schmelzen, die Zeit läuft uns davon!

Die aktuelle Schweizer Klimapolitik ist zu wenig ambitioniert, sie genügt nicht. Wir müssen jetzt rasch und entschlossen handeln. Die Gletscher-Initiative ist ein erster grundsätzlicher Schritt dazu.

Die Initiative gibt einen minimalen Rahmen vor, um das Netto-null-Ziel 2050 zu erreichen. Die Schweiz hat das Pariser Klimaabkommen 2015 ratifiziert und sich dazu bekannt, bis 2050 eine Netto-null-Gesellschaft anzustreben. Mit Annahme der Initiative schreiben wir dieses Ziel in unsere Verfassung. Zudem gibt die Initiative vor, dass unsere CO₂-Emissionen mindestens linear abgesenkt werden müssen und dass in einem Gesetz Zwischenziele definiert werden. Das ist ganz zentral – ohne Zwischenziele droht das Netto-null-Ziel zu einem



Alibiziel zu werden.

Wenn wir netto null bis 2050 erreichen wollen, müssen wir auch einen Absenkpfad definieren und uns klare Zwischenziele setzen. Wenn wir die Initiative annehmen, muss die Schweiz Klimapolitik so betreiben, dass sie die Volkswirtschaft stärkt und dass sie sozial verträglich ist. Instrumente der Innovations- und Technologieförderung müssen genutzt werden.

Das Ziel ist klar: Die Schweiz muss bis spätestens 2050 klimaneutral sein. Je schneller wir den Schalter umlegen, desto mehr Chancen der Energiewende können wir packen.

Statt jährlich Milliarden für russisches Gas und Öl aus Kasachstan auszugeben, sollten wir dieses Geld besser im Inland in den Ausbau der erneuerbaren Energien investieren. So stärken wir die Stromversorgungssicherheit der Schweiz. Ein klares Datum zum Ausstieg aus den fossilen Energien gibt den Investoren und den Konsumentinnen die nötige Planungssicherheit, und der mindestens lineare Absenkpfad sorgt dafür, dass wir uns sofort auf die Socken machen und nicht noch einmal wertvolle Zeit verstreichen lassen. Das aktuelle Kriegsgeschehen in der Ukraine zeigt klar: Wir müssen nicht nur wegen der Klimakrise aus den fossilen Energien aussteigen. Der Ausstieg hat auch deshalb Priorität, weil wir unsere Abhängigkeit von russischem Gas so schnell wie möglich verringern müssen.

Sagen Sie deshalb Ja zur Initiative, Ja zum direkten Gegenvorschlag, und machen Sie den Weg auch frei für einen griffigen indirekten Gegenvorschlag mit wirksamen Massnahmen.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): In einem sind wir uns wohl fast alle einig: Das Klima wandelt sich, und zwar nicht zum Guten. Dabei ist der Kurztitel der Initiative, "Gletscher-Initiative", eingängig gesetzt. Unsere Gletscher sind nämlich ein sichtbarer Gradmesser für den Klimawandel und damit eigentliche Mahnmale. Auch mit dem formellen Titel "für ein gesundes Klima" nimmt die Initiative ein wohl unbestrittenes Anliegen auf. Wer will sich schon gegen ein gesundes Klima stellen? So weit, so gut.

Für die Umsetzung der Initiative sind nun aber folgende Eckpunkte gesetzt: Die Treibhausgasemissionen in der Schweiz sollen bis ins Jahr 2050 auf netto null sinken. Fossile Brenn- und Treibstoffe werden in der Schweiz ab 2050 verboten. Die Klimawirkung von nicht vermeidbaren Treibhausgasemissionen muss spätestens ab 2050 durch Treibhausgassenken dauerhaft ausgeglichen werden, und die Ausgleichsmassnahmen sollen vollumfänglich im Inland erfolgen.

Das in der Initiative definierte Ziel – Erreichen der Klimaneutralität bis 2050 – ist vorbehaltlos zu unterstützen. Es stimmt auch mit dem Klimaübereinkommen von Paris überein, die Treibhausgasemissionen bis ins Jahr 2050 auf netto null zu reduzieren. Die Festlegung dieses Ziels schafft sowohl für die Wirtschaft als auch für Private frühzeitig Planungs- und Investitionssicherheit. Damit einhergehend darf davon ausgegangen werden, dass Investitionen vermehrt unter dem Aspekt der Klimaverträglichkeit beurteilt werden.

Dass aber darüber hinaus, also ab diesem Zeitpunkt 2050, jegliche fossilen Energieträger verboten sein sollen, geht zu weit. Fakt ist: Bezüglich der langfristigen technologischen Entwicklungen bestehen Unsicherheiten. Die Initiative sieht zwar die Möglichkeit von Ausnahmen vor, allerdings nur gestützt auf technische Aspekte. Die wirtschaftliche und vor allem auch soziale Tragbarkeit wird aussen vor gelassen. Bei der Verminderung des fossilen Energieverbrauchs muss neben der rein technischen Machbarkeit aber zwingend zusätzlich berücksichtigt werden, ob eine Massnahme wirtschafts- und sozial verträglich ist. Genauso muss natürlich die Aufrechterhaltung der Sicherheit unseres Landes oder auch die zentrale Frage der Versorgungssicherheit berücksichtigt werden. Die Vorgaben der Initiative sind somit zu eingrenzend. Die Wahl der notwendigen Instrumente zur Zielerreichung muss offen bleiben. Nur so ist die für die Zielerreichung notwendige Flexibilität garantiert.

Apropos Flexibilität: Die Forderung der Initiative, wonach sämtliche Massnahmen ausschliesslich im Inland zu erfolgen haben, ist zu starr. Im Jahr 2050 verbleibende Emissionen müssen kompensiert werden – einverstanden. Das Potenzial für die dauerhafte CO₂-Speicherung ist im Inland aber bekanntlich beschränkt. Das liegt daran, dass hinsichtlich der infrage kommenden Speicher – das sind Wälder, Böden oder auch geologische Lagerstätten – verschiedenste technische, wirtschaftliche, ökologische und auch gesellschaftliche Rahmenbedingungen zu berücksichtigen sind. Somit ist es wichtig, dass entsprechende Kompensationen auch im Ausland erfolgen können.

Unbestritten ist schliesslich, dass es für Treibhausgasemissionen eine Absenkung braucht. Es ist aber zumindest fraglich, ob diesbezüglich das Erfordernis eines mindestens linearen Absenkpfad adäquat ist. Bei günstig einzusparenden Emissionen erscheint es zwar möglich, dass dies zumindest kurzfristig eingehalten werden kann. Klar ist aber auch, dass sich Investitionszyklen oder auch Technologiesprünge nicht an unflexibel vorgegebene Absenkpfade halten. So gesehen besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr, dass mit einer linearen und damit starren Ausgestaltung auf dem Weg hin zum Netto-null-Ziel unnötiger Aufwand und damit



auch unnötige Kosten entstehen.

Mein Fazit: Die Gletscher-Initiative geht zu weit und ist zu radikal in ihren Konsequenzen. Aus diesen Gründen empfehle ich die Initiative zur Ablehnung. Gleichzeitig sage ich aber klar Ja zu netto null ohne Scheuklappen und unrealistische Verbote. Damit sage ich Ja zum direkten Gegenentwurf. Der Königsweg bleibt aber meines Erachtens der indirekte Gegenvorschlag, den Ihre UREK aktuell erarbeitet.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Geschätzte Frau Präsidentin, geschätzte Frau Bundesrätin, geschätzte Kolleginnen und Kollegen – ich könnte Sie fast in der Einzahl begrüßen; frühmorgens aufstehen für den Klimawandel scheint nicht einmal bei denjenigen Parteien en vogue zu sein, die diese Initiative lanciert haben. Ich komme aus einem Kanton, in dem wir noch Gletscher haben. Ich komme aber auch aus einem Kanton, der das CO₂-Gesetz mit einer sehr hohen Anzahl Stimmen abgelehnt hat, und ich komme aus einem Kanton, in dem man die Auswirkungen des Klimawandels sehr stark spürt. Was will ich Ihnen damit sagen? Was es braucht, ist eine Klimapolitik, die vernünftig ist, die unsere Umwelt schützt, aber die die Menschen nicht zu sehr belastet. Hinter der Gletscher-Initiative steht ein frommer Gedanke, vielleicht eine gute Idee, die Initiative ist in ihrer Ausprägung aber eindeutig zu radikal. Was wir

AB 2022 N 128 / BO 2022 N 128

brauchen, sind vernünftige Instrumente, die wir dem entgegensetzen können. Darum unterstütze ich voll und ganz den direkten Gegenvorschlag, wie wir ihn heute auf dem Tisch haben. Wir haben mit dem Einzelantrag Romano einen Antrag, der diesen Gegenvorschlag noch griffiger und besser macht. Aber der direkte Gegenvorschlag ist das, was er eben ist: Er bleibt eine lockere, unverbindliche Definition. Damit haben wir im Bereich der Klimapolitik eigentlich noch nichts gemacht.

Das müssen wir den Leuten dort draussen auch sagen. Ich bin überzeugt: Wir werden diesen direkten Gegenvorschlag beim Volk locker durchbringen, weil nicht mit einem Wort gesagt wird, wie viel dieser schlussendlich kosten wird. Hehre Ziele in die Verfassung zu schreiben, da ist die Schweizer Bevölkerung dabei. Darum ist der entscheidende Weg – der entscheidende Weg! – der indirekte Gegenvorschlag. Dort sollen nämlich klare Massnahmen definiert werden. Dann kann auch das Preisschild an diese Massnahmen gehängt werden.

Das Pièce de Résistance wird darin bestehen, dass wir zeigen müssen, ob wir in diesem Land in der Lage sind, eine Klimapolitik zu betreiben. Die Abstimmung vom 13. Juni des letzten Jahres hat eines klar gezeigt: Es braucht vernünftige Lösungen, Lösungen, die die Menschen da draussen nicht zu stark belasten. Mit den "Menschen da draussen" meine ich insbesondere den Mittelstand, diejenigen Leute, die nicht über ein prall gefülltes Portemonnaie verfügen. Wenn uns das gelingt, dann haben wir eine Chance, in diesem Land eine aktive, eine gute Klimapolitik zu betreiben. Das wird die Crux sein. Hierfür braucht es vernünftige, abgefederte Lösungen. Ich bin überzeugt, dass die UREK-N diesen Weg beschreiten wird.

Aus diesem Grund ist für mich klar: Die Gletscher-Initiative muss abgelehnt werden. Der direkte Gegenvorschlag soll heute angenommen werden, auch wenn er uns noch nicht weiterhilft. Dann geht es darum, einen guten indirekten Gegenvorschlag zu erarbeiten, für die Umwelt, aber auch für die Menschen da draussen und insbesondere für den Mittelstand.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wenn Sie Zweifel haben, Herr Bregy, ob die Unterstützerinnen der Initiative hier sind – also, ich bin hier.

Wyss Sarah (S, BS): Es ist definitiv so: In der Stadt gibt es keine Gletscher, die schmelzen – schmelzen, weil wir untätig zusehen, wie die Klimakrise voranschreitet. Auch wenn ich beim Übernamen "Gletscher-Initiative" eher an eine Initiative zur Rettung unserer schönen Berglandschaft denke, ist die Initiative eben keineswegs eine nur für die Bergwelt und Natur, im Gegenteil: Gerade die Städte, wir haben es gehört, leiden massiv unter der Klimaerhitzung. Die Menschen leiden. Denn die Klimaerwärmung hat nicht nur Einfluss auf die Natur, sondern auch auf die Menschen.

Die Gesundheit der Menschen wird bedroht. Allein im Sommer 2019 erlitten so 521 Menschen den Hitzetod. Und jeder dritte hitzebedingte Todesfall ist auf den vom Menschen verursachten Klimawandel zurückzuführen. Zu diesem Schluss kommt eine Studie vom Sommer 2021, an der auch die Universität Bern beteiligt war.

Wie gesagt, ist die Hitzebelastung in den Städten besonders gross. Die vielen versiegelten Flächen heizen die Umgebung auf. Die Anzahl Tropennächte nimmt zu. Freiräume, Grünflächen, Entsiegelungen, Frischluftzufuhr – das sind alles Massnahmen, welche wir und vor allem die Städte ergreifen müssen. Wir dürfen nicht nur "Pflästerlipolitik" betreiben, sondern müssen die Ursachen bekämpfen. Dies tut die Initiative, aber auch der direkte Gegenentwurf. Das Problem wird damit an den Wurzeln, bei den Treibhausgasemissionen, angepackt. Eine weitere gesundheitliche Folge der lang anhaltend hohen Temperaturen ist die Begünstigung einer über-



mässigen Mücken- und Zeckenzunahme. Die Veränderung der Ökosysteme begünstigt Infektionskrankheiten. Ein Beispiel dafür ist die Verbreitung der Tigermücke. Erlauben Sie mir die Nebenbemerkung, dass die Untätigkeit sowohl der Kantone wie auch des Bundes in diesem Bereich mehr als bedauerlich ist.

Eine weitere gesundheitliche Gefährdung aufgrund des Klimawandels ist auf die Verschmutzung der Gewässer durch übermässigen Feinstaub und die Ozonbelastung zurückzuführen. Nachweislich sind dies Ursachen für frühzeitige Todesfälle und für Krankheiten.

Mein Fazit: Klimaschutz ist auch Gesundheitspolitik. Wenn wir eine nachhaltige Gesundheitspolitik betreiben wollen, dann benötigen wir einen griffigen Klimaschutz. Dies stellen, wie ich gesagt habe, sowohl die Initiative wie auch der direkte Gegenvorschlag sicher. Denn sie setzen bei den Ursachen an und verlangen einen verbindlichen Absenkpfad für die Treibhausgasemissionen. Diesen verfassungsrechtlichen Rahmen benötigen wir, um einen bunten Strauss an Massnahmen zu ergreifen. Nebst dem Bouquet an Massnahmen zur Erreichung des Absenkpades sind aber auch Investitionen zur Linderung der Auswirkungen notwendig: Entsiegelung, Begrünung und Durchlüftung der Städte und Schutz der empfindlichen Bevölkerung vor den Folgen der Hitzesommer. Denn auch wenn wir sofort mit einem konsequenten Absenkpfad anfangen: Die menschengemachte Klimaerwärmung ist bereits fortgeschritten. Hier müssen wir jetzt agieren.

In diesem Sinne bitte ich Sie, sowohl die Initiative wie auch den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Flach Beat (GL, AG): Der Klimawandel ist eine Realität. Wenn Sie gestern gehört haben, dass es früher schon Klimaveränderungen auf unserem Planeten gegeben habe, dann muss man sagen, dass dies natürlich richtig ist. Aber es gab sie noch niemals in dieser Dramatik und noch niemals in dieser Geschwindigkeit und noch niemals eindeutig durch das Handeln der Menschen auf diesem Planeten angetrieben.

Die Energiestrategie 2050 hat das bereits aufgenommen, und wenn gestern behauptet wurde, dass diese gescheitert sei, dann muss gesagt werden, dass das einfach nicht wahr ist. Wir sind mitten auf dem Weg, sind sogar schon etwas über die Hälfte des Weges hinaus, und die einen sagen jetzt, man müsse umkehren. Aber umkehren: Bis wohin denn? Erstens einmal: Der Weg zurück ist weiter als der, den wir vor uns haben. Und zweitens: Wenn Sie wieder da angelangt sind, wo wir gestartet sind, ja, was wollen Sie denn da tun? Das Problem haben wir dann immer noch vor Augen; gelöst ist nichts. Die gesellschaftlichen, die sozialen und die wirtschaftlichen Auswirkungen, die der Klimawandel für den ganzen Planeten und auch für die Alpenschweiz bringt, sind ersichtlich und wären dann überhaupt nicht durch irgendein vernünftiges Ziel angegangen. Wir brauchen aber Ziele, um netto null zu erreichen, und zwar nicht nur für uns hier, sondern auch für unsere Kinder und unsere Enkel. Denn wir sind die Generation, die das noch machen kann.

Die Ziele, die wir uns gesetzt haben, sind erreichbar. Beispielsweise haben wir im Neubaubereich die Ziele, die wir uns gesetzt haben, nicht nur erreicht, sondern wir übertreffen sie heute sogar. Im Bereich des Umbaus des Bauwerkes Schweiz sind wir ebenfalls daran, und überall dort, wo etwas umgebaut wird, sind am Ende die Energieeffizienz und die CO₂-Einsparung ersichtlich. Nichts, was umgebaut wird, ist nachher in Bezug auf den Energieverbrauch negativer als heute. Das heisst, wir sind auf dem richtigen Weg.

Was wäre denn auch die Alternative dazu? Was wäre denn, wenn wir das nicht machen würden? Die Klimaerwärmung würde so weiter voranschreiten. Sie würde entsprechend dazu führen, dass der Meeresspiegel ansteigen würde, aber auch dazu, dass in Regionen, wo heute Nahrungsmittel angebaut werden können, Dürre herrschen würde. Wir sehen die Klimaveränderungen bereits jetzt an den Wetterextremereignissen. Es führt tatsächlich nichts an diesem Weg vorbei.

Es wird immer wieder kolportiert, was wir hier fordern, sei wirtschaftlich überhaupt nicht machbar. Wenn Sie aber einmal schauen, was wir tatsächlich für die Energie allein in unserem Land ausgeben, dann stellen Sie fest: Es geht um etwa 21 Milliarden Franken, die wir für die gesamte Energie im Jahr ausgeben. Davon werden rund 9 Milliarden Franken für nicht fossile Energien ausgegeben, der überwiegende Rest ist für fossile Energien. Auch wenn wir noch die Investitionen dazurechnen, um diese Systeme zu erhalten, zu erneuern,

AB 2022 N 129 / BO 2022 N 129

zu renovieren oder auch wieder zu flicken, dann sind wir immer noch bei unter 3 Prozent des Bruttoinlandsprodukts der Schweiz. Die gesamten Energiekosten betragen weniger als 3 Prozent. Das heisst, wir sind in einem Bereich, der problemlos durch alternative Energie ersetzt werden kann, vor allen Dingen, wenn Sie daran denken, dass fossile und nicht nachhaltige Energien in Zukunft teurer werden.

Ich bitte Sie deshalb, der Initiative mit diesen Zielen zuzustimmen, vor allen Dingen aber auch dem direkten Gegenvorschlag. Nachher – das ist meine grosse Hoffnung – können wir im neuen CO₂-Gesetz entsprechende Massnahmen ergreifen, die uns weiterbringen werden. Sie werden wirtschaftlich für uns alle von Vorteil sein und vor allen Dingen unseren Enkelkindern helfen, diesen Planeten zu retten.



Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE): En Suisse, près des trois quarts des énergies fossiles, constituées essentiellement de pétrole et de gaz, proviennent de l'étranger. Environ 7 pour cent du total provient de Russie. Se passer du pétrole et du gaz, c'est protéger le climat, garantir notre souveraineté énergétique et ne plus dépendre d'Etats autoritaires! C'est donc aussi tout naturellement soutenir l'initiative des glaciers, qui met fin au recours aux énergies fossiles.

Depuis près de 150 ans, nous fondons le dynamisme de notre économie et la richesse de notre société sur des énergies provenant en partie de l'étranger. Cela ne pourra pas durer. Nous vivons sur un leurre, sur une illusion. Un jour, ces carburants fossiles viendront à manquer. Peut-être qu'un pays producteur décidera d'en limiter les exportations. Peut-être qu'une guerre régionale viendra nous couper de leur approvisionnement. Ce scénario qui pouvait prêter à sourire pour une majorité du Conseil national il y a encore quelques semaines est désormais une réalité. Faire dépendre notre développement des importations de combustibles fossiles est extrêmement dangereux.

Si les pénuries électriques vous inquiètent, cette dépendance à l'énergie fossile devrait tout autant vous préoccuper.

Dire oui à l'initiative des glaciers, c'est programmer la sortie de l'énergie fossile et s'orienter vers la souveraineté énergétique.

En Suisse, on n'a pas de pétrole, on n'a pas d'uranium, mais on a de l'eau, on a des montagnes et on a du soleil, un patrimoine qu'on doit à la fois préserver, mais qui doit aussi nous servir à nous émanciper du fossile.

Il faut sans attendre un plan d'action "Sortir du gaz russe", un programme d'impulsion pour inciter les économies d'énergie, renforcer activement les énergies renouvelables, évidemment enterrer définitivement le nucléaire.

Il ne s'agit pas juste de transformer la goutte de pétrole en goutte de soleil, mais de réorienter notre société, ce qui passera par l'efficacité et les économies d'énergie, de développer massivement les énergies renouvelables, car elles sont génératrices d'emplois locaux, assurent une totale indépendance des producteurs de combustibles fossiles et de leur chantage et constituent une assurance contre les fortes fluctuations des prix de l'énergie.

Pour toutes ces raisons, l'initiative est juste, l'initiative va dans la bonne direction, elle ouvre les portes de cette transition vitale. C'est la raison pour laquelle je la soutiens activement.

Locher Benguerel Sandra (S, GR): Am Beispiel des Morteratsch-Gletschers, welchen ich als Berggängerin regelmässig beobachte, möchte ich Ihnen aufzeigen, wie dringlich die Gletscher-Initiative ist: Der Morteratsch-Gletscher wird immer kürzer und das Steinfeld davor immer länger. Konkret: In den letzten 30 Jahren ist der Gletscher um einen Kilometer zurückgegangen, davon rund 300 Meter in den letzten fünf Jahren! Zudem hält er einen Negativrekord: Seine Zunge hat sich 2003 in einem einzigen Sommer um 76 Meter zurückgezogen. Was die Wissenschaft feststellt, spielt sich längst direkt vor unseren Augen ab.

Welche Auswirkungen hat die Klimaerhitzung konkret für das Alpengebiet? Das Verschwinden der Gletscher ist ein Weckruf und die augenfälligste Folge der Erderwärmung. Bis zum Jahr 2050 wird die Gletscherfläche in den Alpen im Vergleich zur Referenzperiode 1971–1990 vermutlich um rund drei Viertel abnehmen. Dabei geht auch ein Mythos zu Ende, das Gesicht der Alpen wird nie mehr dasselbe sein.

Die Folgen des Gletscherrückgangs sind fatal. Gletscher speichern Wasser. Ohne Gletscher droht in der Zeit der Schneeschmelze Hochwasser. Das Schmelzen der Gletscher hat grosse Auswirkungen auf die Wassernutzung, insbesondere für die Stromproduktion und die Landwirtschaft.

Da die Temperaturen in den Alpen rund doppelt so stark ansteigen wie im globalen Durchschnitt, wurde in den Alpen die 2-Grad-Grenze bereits erreicht. Dies bedeutet, dass sich für die Bewohnerinnen und Bewohner des Alpenraums der Klimawandel und seine direkten Auswirkungen in die Lebens- und Wirtschaftsweise einbetten, und es besteht ein erhöhtes Risiko für Naturkatastrophen. Zahlreiche Infrastrukturen sind in den alpinen Regionen auf Permafrostböden gebaut. Durch ihr rasantes Auftauen nimmt die Stabilität des Gesteins ab. Dadurch steigt die Gefahr von Felsstürzen und Murgängen wie jenem im August 2017 in Bondo. Tourismusregionen bangen um Pisten und Bergpfade.

Der Klimawandel bedroht auch die aussergewöhnliche Artenvielfalt in den Alpen. Jedes Grad Temperaturerhöhung hat Folgen für die Biodiversität und die stark an ihren extremen Lebensraum angepassten Alpenpflanzen. Zudem ist es der Fichte zu warm, was wiederum die Funktion der Schutzwälder beeinträchtigt.

Das zeigt, es geht heute um viel mehr als "nur" um die Gletscher, es geht um unsere Nahrungsmittelproduktion, die Gesellschaft, die Artenvielfalt – kurz, um unsere Lebensgrundlagen. Deshalb hat die Schweiz als besonders betroffenes Alpengebiet ein ureigenes Interesse daran, die Klimaerhitzung zu begrenzen.

Es braucht jedoch keine Ausnahmen für die Berg- und Randregionen, wie es der Bundesrat in Absatz 4 des



direkten Gegenentwurfes vorschlägt. Diese Gebiete brauchen – wie im Einzelantrag Pult vorgeschlagen – eine besondere Unterstützung, damit sie den Übergang zu einer Gesellschaft ohne fossile Brenn- und Treibstoffe zeitgleich wie die gesamte Schweiz sozial verträglich schaffen können.

Gemäss geltendem CO₂-Gesetz hätte die Schweiz ihren Treibhausgasausstoss bis 2020 um 20 Prozent senken müssen. Dieses Ziel wurde weit verfehlt. Nun müssen wir mit Hochdruck die nächste Etappe vorantreiben, nämlich die Halbierung der Emissionen bis 2030, dazu läuft im Moment die Vernehmlassung. Als Fernziel zeigt die Gletscher-Initiative auf, wie das Netto-null-Ziel bis 2050 erreicht werden kann, nicht mehr und nicht weniger.

Ich bitte Sie, der Gletscher-Initiative sowie den beiden Einzelanträgen Romano und Pult zuzustimmen.

Schlatter Marionna (G, ZH): Lassen Sie mich eine Geschichte erzählen: Es war einmal ein Politiker der SVP. Der sprach an einer Veranstaltung über den Klimahype und machte sich lustig über Greta Thunberg und die Klimabewegung. Da war dieser Bauer im Publikum, SVP-Mitglied. Er meldete sich zu Wort und sagte: "Wenn es draussen noch hell wäre, könnten Sie vor dem Fenster meine toten Obstbäume sehen." Diese Geschichte ist wahr. Der Politiker sitzt in diesem Parlament, und der Bauer ist mein Onkel.

Es gibt noch eine andere Geschichte, die Geschichte, dass wir für den Klimaschutz genug tun. Wer das behauptet, verschliesst sich jeglichen wissenschaftlichen Erkenntnissen. Es ist wissenschaftlicher Konsens, dass die Klimaerhitzung unter 1,5 Grad gehalten werden müsste, damit das Leben auf der Erde lebenswert bleibt, für uns und auch für diejenigen Menschen, die nicht das Privileg haben, in einem der reichsten Länder der Welt zu leben. Die Schweizer Politik würde beim heutigen Stand zu einer 6-Grad-Erwärmung beitragen. Die Schweiz – Stand heute – kann die Ziele des Pariser Klimaabkommens nicht mehr erreichen.

Und dann gibt es die Geschichte, dass die Schweiz als kleines Land keinen Unterschied macht. Die Schweiz ist als kleines Land eben gerade darauf angewiesen, dass sich die Staatengemeinschaft in internationalen Abkommen zusammenrauft und gemeinsame Ziele beschliesst. Sie ist darauf angewiesen, dass sich alle Länder daran halten. In der Schweiz ist die Durchschnittstemperatur bisher doppelt so

AB 2022 N 130 / BO 2022 N 130

stark gestiegen wie im weltweiten Durchschnitt. Die Folge sind Hitzewellen wie im Sommer 2018. Die Folge sind sterbende Bäume, die sich der raschen Klimaänderung nicht mehr anpassen können. Die Folge sind sinkende Erträge in der Landwirtschaft, weil die Böden zu nass oder zu trocken sind und die Schädlinge sich zu stark vermehren. Die Folge sind schmelzende Gletscher.

Und dann gibt es noch die Geschichte, dass Klimaschutz selbstverständlich sei und die Privatwirtschaft das Nötige von selbst leiste. Sie haben recht: Es sollte selbstverständlich sein, ist es aber nicht. Eben darum befinden wir uns heute in einer Situation, in der die unmittelbaren natürlichen Lebensgrundlagen bedroht sind. Würden sich die Gesellschaft und die Wirtschaft nämlich an den Leitplanken der Nachhaltigkeit orientieren und die planetaren Grenzen respektieren, wären wir nicht mit einer Umweltkrise unbekannten Ausmasses konfrontiert.

Ich komme zurück zu den Obstbäumen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, die unmittelbar bedrohlichen Auswirkungen der Klimakrise sind vielleicht im Alltag noch nicht stark spürbar und im Dunkeln versteckt. Das heisst aber nicht, dass sie nicht da sind.

Gehen Sie mit uns mit der Gletscher-Initiative diesen Schritt in die Richtung einer sicheren Zukunft im Interesse aller!

Crottaz Brigitte (S, VD): L'initiative pour les glaciers a pour but de donner une chance de survie à notre Terre. Premier constat: nous n'avons qu'une planète.

Deuxième constat: le rapport du GIEC démontre clairement que des mesures doivent être prises de façon urgente pour maîtriser le dérèglement climatique et espérer laisser une planète viable aux générations futures. Dans ce rapport, la responsabilité de l'homme sur le réchauffement climatique est sans équivoque et le seuil de 1,5 degré de réchauffement risque d'être atteint en 2030 déjà, soit dix ans plus tôt que la précédente estimation du GIEC. Ce rapport fait froid dans le dos et montre que, dans le domaine du changement climatique, nous sommes dans un trou que l'on continue de creuser.

Troisième constat: la plupart des nations ont pris conscience de la nécessité d'agir et ont signé en 2015 l'Accord de Paris sur le climat, s'engageant à investir des moyens financiers substantiels pour lutter contre le réchauffement climatique et à investir dans des énergies propres, notamment solaire et éolienne. Toutefois, une grande liberté a été laissée aux pays sur la manière de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. L'accord exige de la transparence dans les efforts qui sont faits, mais n'est pas contraignant juridiquement,



et chaque pays fixe librement ses objectifs. Et c'est bien là le problème. Tant que des mesures ne sont pas contraignantes, les progrès se font, mais trop lentement.

L'initiative pour les glaciers demande d'inscrire dans la Constitution la sortie des énergies fossiles pour 2050. Il peut certes paraître utopique de concevoir qu'à cette date il n'y aura plus aucune voiture à moteur thermique, plus aucun chauffage aux énergies fossiles et plus aucun avion utilisant du kérosène. Il est vrai que cela représente un défi majeur, mais c'est le but vers lequel nous devons tendre en réalisant mois après mois, année après année, des investissements massifs dans le domaine des énergies renouvelables et dans les nouvelles technologies qui nous permettront d'atteindre ces objectifs, permettant ainsi de laisser une planète viable aux générations suivantes.

Et il est essentiel que des pays qui, comme la Suisse, disposent de conditions techniques, économiques et sociales adéquates montrent l'exemple et parviennent à des émissions nettes nulles.

Le premier rapport du GIEC remonte à 1990 et décrivait tous les dérèglements à venir qui se confirment au fil du temps. Nous sommes 32 ans plus tard et les mesures prises au niveau mondial sont clairement insuffisantes, ce qui prouve bien que sans objectifs contraignants nous n'arriverons jamais à stabiliser la situation.

On se retrouve toujours dans des situations où la majorité de la population abonde dans le sens des changements, qu'elle comprend être nécessaires, mais où, individuellement, les changements ne sont pas acceptés. Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut réduire les émissions de CO₂, mais, à titre individuel, qui veut renoncer à son véhicule énergivore, à des sauts de puce en avion le week-end ou à une piscine privée?

Les nations, elles également, ne veulent pas redimensionner certains événements qui, comme les Jeux olympiques, occasionnent des coûts qui se chiffrent en dizaines de milliards de francs avec des coûts environnementaux catastrophiques.

Tout le monde est favorable au développement des énergies renouvelables, mais, s'il vous plaît, pas trop près de chez moi pour l'éolienne. Et, sans surprise, le lobby de l'automobile nous donne l'argument que l'interdiction complète de la mise en circulation de véhicules à énergie fossile est exagérée, dangereuse et inutile. Ce qui est dangereux, c'est de continuer sans changer notre comportement.

N'oublions pas non plus les répercussions sanitaires du réchauffement climatique qui, déjà à ce jour, est responsable de 7 millions de morts dans le monde chaque année. Une synergie entre les politiques sanitaire et climatique est une opportunité pour l'avenir de nos sociétés et la santé de nos populations.

Pour toutes ces raisons, je soutiens sans réserve l'initiative et son exigence contraignante de neutralité carbone d'ici 2050, qui, on l'espère, nous permettra d'atteindre les buts visés et de donner une chance à la planète.

Le contre-projet direct, même s'il vise des buts proches de ceux de l'initiative, n'est pas contraignant, mais il constituerait une avancée significative en cas de rejet de l'initiative par le peuple.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich gebe Ihnen zuerst meine Interessenbindungen bekannt: Ich bin Präsident des Fachverbands für Solarenergie Swissolar und des Elektromobilitätsverbands Swiss E-Mobility. Die Grünliberalen und ich unterstützen sowohl die Initiative als auch den direkten Gegenentwurf, aber am allerliebsten ist uns ein indirekter Gegenentwurf.

Es ist augenfällig, es ist allgegenwärtig, ich sehe es von meiner Terrasse aus: Die Gletscher schmelzen. Wir wissen, dass nicht nur wir in der Schweiz das beeinflussen können, aber es ist klar, dass wir unseren Beitrag leisten müssen. Ich glaube, das ist mittlerweile unbestritten. Umstritten ist eher, wie gross dieser Beitrag sein soll. Der menschengemachte Klimawandel findet statt. Handeln ist angezeigt, weltweit, nicht nur bei uns. Der Fall ist klar, die Dekarbonisierung ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Netto null ist eigentlich nicht umstritten, der grosse Streit dreht sich nur um das Wie und das Wann.

Die Schweiz muss netto null rasch erreichen, davon bin ich felsenfest überzeugt. Das Ziel der Grünliberalen ist, das im Jahr 2040 zu erreichen, denn wir alle haben in Sachen CO₂ lange Zeit über die Verhältnisse gelebt. Wir haben mittlerweile Einsicht, wir haben die Technologien, wir haben das Know-how, und wir haben auch die Mittel. Netto null ist ein Generationenprojekt, so, wie es früher die Staudämme, die Elektrifizierung der Eisenbahn oder die Neat waren. Lassen Sie uns dieses Generationenprojekt angehen. Nicht "ob", sondern "wie" wir das machen – dazu müssen wir uns zusammenfinden, tragfähige, mehrheitsfähige Lösungen erarbeiten und dann eben dieses Generationenprojekt beschliessen.

Der grösste Bedarf nach Dekarbonisierung besteht bei den Gebäudeheizungen und beim Verkehr. Hier heisst die Lösung ganz klar: elektrifizieren. Ja, dann liegt der Fokus schnell auf der Stromherstellung. Wir müssen uns in Zukunft verstärkt darauf konzentrieren, dass wir in der Schweiz mehr Strom herstellen. Hier hat die Fotovoltaik das mit Abstand grösste Zubaupotenzial, das wir unbedingt dringend mit entsprechenden Massnahmen ausschöpfen müssen. Aber auch die Biomasse, Wind und Wasser haben gutes Potenzial, das wir ausschöpfen müssen.



Hinzu kommt, dass wir auch Strom aus synthetischen Treib- und Brennstoffen nutzen können; das sind die Power-to-X-Technologien. Über diese können wir aus Sommerüberschüssen Strom speichern, diesen im Winter zurückverstromen und so gleichzeitig Wärme produzieren. Wenn man das noch kombiniert mit der verstärkten Energieeffizienz, also

AB 2022 N 131 / BO 2022 N 131

dem Eliminieren von Verbrauch ohne Nutzen – da geht es nicht um Verzicht! –, und es mit einem intelligenten Stromnetz, einem Smart Grid, verbindet, dann gelingt uns die vollständige Dekarbonisierung, selbst bei gleichzeitigem Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstum, selbst mit dem sukzessiven Abschalten der Atomkraftwerke. Der Weg ist aufgezeigt, wir müssen ihn nur gehen.

Liebe Damen und Herren, lassen Sie uns also über diesen Weg hin zu netto null diskutieren und auf Gesetzesebene rasch wirksame Massnahmen beschliessen. Statt dass viele Leute so viel Energie für abstrakte Verfassungsbestimmungen verwenden, sollten wir schnelle und wirksame Massnahmen auf Gesetzesebene beschliessen. Die Probleme sind bekannt, die Lösungen vorhanden. Die Technologie löst sehr vieles, wir müssen sie aber zulassen, und wir müssen sie fördern und einsetzen, statt sie schlechtzureden und zu bremsen. Ausserdem brauchen wir einen gesetzlichen Rahmen, damit diese Massnahmen eben auch wirtschaftlich sind. Verbote braucht es am Ende vielleicht auch, aber, liebe Initianten, es lohnt sich kaum, jetzt darauf zu beharren. Transformationsprozesse haben verschiedene Phasen und brauchen pro Phase entsprechende Massnahmen, die sich im Verlauf der Zeit auch anpassen. Heute ein Verbot in die Verfassung zu schreiben, das dann in fast dreissig Jahren zur Anwendung kommt, ist meines Erachtens wenig sinnvoll. Am Ende eines Transformationsprozesses machen solche Verbote hingegen schon Sinn. Lasst uns das doch zu seiner Zeit machen!

Die grossen Schritte bei der Elektromobilität und bei den Heizungen mit erneuerbaren Energien machen Mut. Aber ja, es geht auch mir viel zu langsam, und ja, wir können das schneller und besser. Deshalb führt der Königsweg über einen indirekten Gegenvorschlag.

Um das Terrain dafür zu ebnen, stimmen Sie bitte heute der Initiative und dem direkten Gegenvorschlag zu.

Grin Jean-Pierre (V, VD): L'initiative populaire "pour un climat sain", dite initiative pour les glaciers, déposée en 2019, appelle à l'interdiction totale des énergies fossiles à partir de 2050. Cette initiative va beaucoup trop loin, car elle est intransigeante et ses objectifs sont inflexibles. D'autre part, elle ne propose aucune piste pour atteindre ces objectifs. L'initiative va encore plus loin que ce qui était envisagé dans la modification de la loi sur le CO₂, qui a été rejetée par le peuple l'année dernière.

La réduction des émissions de CO₂ ainsi proposée ne pourra être atteinte en Suisse qu'avec l'application de mesures onéreuses et discriminatoires entre les différentes régions de notre pays. L'industrie, la mobilité et les propriétaires fonciers seront fortement touchés par les nouvelles réglementations proposées et par les mesures très restrictives pour les chauffages à énergie fossile. Il est clair que la consommation d'énergie devrait stagner, voire diminuer, mais cela dans un laps de temps réaliste, et non si court, comme le propose cette initiative.

Il est important, non seulement de considérer les effets climatiques, mais aussi d'examiner la politique climatique dans une perspective de prévoyance et dans une approche réaliste et non utopique des mesures à mettre en place. C'est surtout une acceptation par une très large partie de la population qu'il faut obtenir pour que ces mesures puissent être prises. C'est la seule façon de poursuivre une politique énergétique et environnementale durable pour la prochaine génération.

Avec cette initiative, la mobilité des habitants des régions rurales serait fortement pénalisée par rapport à celle des habitants des villes. L'agriculture subirait de fortes hausses de ses coûts de production, qui ne seraient certainement pas toujours compensées par l'augmentation du prix de ses produits. Dans le contexte socioéconomique, il me semble toutefois important de définir des mesures et des délais réalistes. Il n'est pas nécessaire de prévoir déjà des dispositions supplémentaires aux niveaux constitutionnel et législatif. Le Parlement a en effet ratifié l'Accord de Paris sur le climat en 2017 et le Conseil fédéral s'est engagé à atteindre ses objectifs en parallèle avec tous les autres pays. Vouloir instaurer, en Suisse seulement, des mesures beaucoup plus ambitieuses n'aurait qu'une influence minimale au niveau mondial, mais des coûts importants qui mettraient à mal la concurrence de nos industries exportatrices.

D'autre part, nous étudions la nouvelle révision de la loi sur le CO₂, de la loi sur l'énergie ainsi que la question de l'autoapprovisionnement en électricité. Gardons une certaine marge de manoeuvre pour la mise en place de ces nouvelles dispositions législatives.

Pour toutes ces raisons, je vous demande de recommander le rejet de l'initiative "pour un climat sain" ainsi que le contre-projet direct du Conseil fédéral.



Munz Martina (S, SH): Vergangenen Sommer hat es meine Nachbargemeinde, Schleithen im Kanton Schaffhausen, besonders hart getroffen. Meterhohe Wassermassen überschwemmten das ganze Dorf, überfluteten Keller und rissen Autos mit. Die Bilder davon waren in der ganzen Schweiz zu sehen. Ein solches Hochwasser sollte in Schleithen eigentlich nur alle dreihundert Jahre vorkommen – alle dreihundert Jahre! Doch 1999, 2013 und 2016 gab es bereits vergleichbare Fluten; das sind vier Jahrhundertereignisse in zwanzig Jahren. Sie wissen es alle: Mit dem Klimawandel werden diese Extremwetterereignisse häufiger. Noch sind die Schäden materieller Art, doch weltweit verlieren Millionen von Menschen ihre Lebensgrundlage und werden in die Flucht getrieben. Die Klimakrise ist da und erfordert dringliches Handeln. Die Gletscher-Initiative bietet eine konkrete und bildhafte Möglichkeit dazu. Die Gletscher glühen, wie es auch im Volkslied heisst: "O, wie si d'Gletscher so rot." Die dunklen Schatten wachsen – wahrlich! Die Gletscher der Alpen schmelzen rasant, in nur fünfzehn Jahren haben sie einen Sechstel ihres Eisvolumens verloren. Die Alpen spüren den Temperaturanstieg doppelt so stark, wie er im globalen Durchschnitt ist. Nun gilt es zu handeln!

Die Gletscher-Initiative gibt das Ziel vor: netto null bis 2050. Mit der Verankerung des Netto-null-Ziels in der Verfassung übernimmt die Schweiz ihre politische Verantwortung. Das Zeitalter der fossilen Energien bekommt damit ein dringend nötiges Ablaufdatum. Heizen ohne Öl, Fahren ohne Benzin, Fliegen ohne Kerosin – jetzt heisst es dekarbonisieren!

Eigenverantwortung hat nicht funktioniert. Wir brauchen Massnahmen und Zwischenziele, welche von der Bevölkerung mitgetragen werden. Erneuerbare Energien müssen attraktiv sein, damit fossile Energien keine Chance mehr haben. Der Umstieg auf die Erneuerbaren soll sich lohnen, der Umstieg muss auch sozial verträglich sein. Das ist entscheidend für die Akzeptanz.

Einen ganzen Strauss von Massnahmen hat das UVEK in die politische Beratung geschickt. Untätigkeit ist ihm wahrlich nicht vorzuwerfen. Das CO₂-Gesetz ist in der Vernehmlassung – ein wichtiges Zwischenziel zur Erreichung von netto null 2050. Auch der Mantelerlass für eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien und für den zügigen Ausbau der Erneuerbaren ist in Beratung. Und ein Lösungsvorschlag zur Beschleunigung des Zubaus ist in der Vernehmlassung.

Jetzt ist das Parlament am Zug. Es braucht unseren Willen, wir müssen handeln. Die Gletscher-Initiative gibt das Ziel in der Verfassung vor. Eines fehlt noch, und das sind konkrete Massnahmen zur Einsparung von Energie. Die traurige Aktualität der neuesten Ereignisse in der Ukraine zeigt uns auf, dass wir rasch vom fossilen Gas wegkommen müssen, damit wir von autoritären Staaten unabhängig werden. Der Einzelantrag Nordmann ergänzt den direkten Gegenentwurf mit einer griffigen Massnahme: Der Heizungsersatz ist der Schlüssel, um im Gebäudereich von den Fossilen wegzukommen, und zwar rasch. Fördern wir den Heizungsersatz! Fernwärme, Wärmepumpen und Holzheizungen sind attraktive Lösungen, die uns unabhängig machen.

Ich bitte Sie, auch dem Einzelantrag Pult zuzustimmen. Die Bevölkerung in den Berg- und Randregionen braucht bei der Dekarbonisierung Unterstützung und nicht Ausnahmen.

Ich bitte Sie: Sagen Sie Ja zur Gletscher-Initiative, sagen Sie Ja zum direkten Gegenentwurf, sagen Sie Ja zum Einzelantrag Nordmann und zum Einzelantrag Pult. Das Klima und

AB 2022 N 132 / BO 2022 N 132

die Gletscher würden sich über eine rasche Umsetzung der Initiative und auch über griffige Massnahmen freuen.

Kamerzin Sidney (M-E, VS): Comme élu du canton du Valais, qui possède avec les cantons des Grisons et de Berne la plus grande surface de glaciers, j'aurais pu croire que cette initiative faussement intitulée "pour les glaciers" aurait pu être utile et bénéfique à ces géants des Alpes. Malheureusement, il n'en est rien.

Au problème de la fonte des glaciers, quelle est la réponse? Une nouvelle interdiction, l'interdiction de tout combustible ou carburant d'origine fossile à partir de 2050. Pourtant, le rejet de la loi sur le CO₂ a démontré que la population ne voulait pas de nouvelles interdictions, de nouvelles sanctions, mais que c'était la voie des incitations et des encouragements qui devait être privilégiée. Or l'initiative poursuit dans la voie sans issue des interdictions et de la pénalisation.

Car ces interdictions ne sont pas de nature à arrêter la fonte des glaciers. Le raisonnement est le suivant: interdisons les énergies fossiles en Suisse, ce qui enrayerait les émissions de CO₂, ce qui enrayerait le réchauffement climatique, ce qui enrayerait la fonte des glaciers. Or, le réchauffement climatique ne connaît pas de frontière. Ce n'est pas en agissant sur notre territoire limité que la fonte des glaciers serait évitée. Il faudrait bien plutôt agir au niveau international auprès des plus grands pollueurs – Etats-Unis, Chine, Russie, Inde –, en sachant que 80 pour cent des émissions de CO₂ dans le monde proviennent des dix plus grands pollueurs et que la Suisse, avec moins de 1 pour cent des émissions de CO₂ par année, fait partie des très petits pol-



lueurs de la planète. Notons enfin que la Suisse fait figure de bon élève, puisque, depuis 1990, les émissions de CO₂ ont diminué de plus de 14 pour cent, alors que la population a augmenté.

Fait encore plus préoccupant, la voie de l'interdiction non seulement ne contribuerait pas à éviter la fonte des glaciers, mais elle entraînerait divers périls.

Après l'abandon du nucléaire, compte tenu de la situation à l'Est qui met en danger la livraison de gaz naturel et en l'absence d'un accord sur le marché de l'électricité avec l'Union européenne, la sécurité de notre approvisionnement est mise à mal et le risque d'une panne générale d'électricité dès l'hiver prochain nous guette. Ce risque serait augmenté avec l'initiative pour les glaciers. Avec l'abandon du nucléaire, 40 pour cent de notre production annuelle d'électricité sera supprimée. Avec l'abandon des énergies fossiles, 50 pour cent de notre consommation annuelle d'énergie serait mise à mal.

La vraie réponse ne consiste pas en des interdictions, en des sanctions, mais en des incitations et des encouragements – que cette initiative ne contient pas –, et bien sûr aussi en la promotion des énergies renouvelables. Mais là encore les mêmes milieux qui soutiennent aujourd'hui l'initiative s'opposent aux grands projets d'infrastructures de production d'énergies renouvelables qui pourraient précisément remplacer les combustibles et les carburants fossiles. Prenons l'hydraulique, notamment, avec des oppositions qui durent pendant décennies: Lugnez dans le canton des Grisons, Grimsel dans le canton de Berne, etc. En Valais, de grands projets ont pour objectif de mettre à disposition 2 à 3 térawattheures supplémentaires par année. On espère que ces projets ne seront pas combattus – je veux parler de Zermatt et d'Oberaletsch, mais les procédures durent depuis 30 ans, 30 ans pour obtenir une autorisation de rehausser ou de construire un barrage.

S'agissant d'un contre-projet, la proposition Romano va dans la bonne direction, mais il faudra voir le résultat des travaux parlementaires pour déterminer si un contre-projet direct ou indirect respectueux des régions de montagne peut être présenté. Les cantons de montagne ont déjà subi des diktats, des interventions fédérales comme la lex Weber, notamment. Merci de ne pas en rajouter une couche aujourd'hui avec cette initiative populaire qui n'aurait aucun effet, qui pénaliserait la mobilité, l'agriculture de montagne et une nouvelle fois, précisément, les habitants des régions où se situent les glaciers.

Glärner Andreas (V, AG): Diese Initiative will also, dass wir kein Erdöl, kein Benzin, kein Diesel und kein Erdgas mehr brauchen dürfen. Der Etikettenschwindel beginnt schon im Namen "Gletscher-Initiative". Lesen Sie den Text selbst; das Wort "Gletscher" kommt schlicht gar nicht vor. Man will einfach die Bevölkerung täuschen. Aber natürlich, damit soll der Bevölkerung eben suggeriert werden, man rette mit einer Annahme dieser Initiative unsere Gletscher.

Zu glauben, dass die Schweiz den Klimawandel ernsthaft beeinflussen könne, ist schlicht naiv, bösartig und, verzeihen Sie mir, auch dumm. 97 Prozent des CO₂-Ausstosses sind von der Natur gemacht, nur 3 Prozent werden von den Menschen verursacht. Für diese 3 Prozent menschengemachte CO₂-Emissionen sind China mit rund 27 Prozent und die USA mit rund 18 Prozent verantwortlich. Die Schweiz hat im weltweiten Ländervergleich einen CO₂-Ausstoss von rund 0,1 Prozent. Global gesehen ist dies doch ein verschwindend kleiner Anteil. Trotzdem haben wir natürlich unsere Hausaufgaben gemacht und unseren CO₂-Ausstoss massiv gesenkt. Alles, was die Schweiz an CO₂ produziert, lässt China in den ersten acht Stunden des 1. Januars eines neuen Jahres in die Luft. Und sollte wieder einmal ein Vulkan auf die Idee kommen, auszubrechen, dann sind unsere Bemühungen gerade für Jahrzehnte für die Katz.

Chaoten von Extinction Rebellion, Klimaträumer, Schulstreiker und die meisten ihrer Gefolgsleute hier im Parlament haben doch nur ein Ziel, und sie schreiben es ja sogar auf ihre Spruchbänder: "system change" statt "climate change". Sie wollen also unser System wechseln, lahmlegen und uns in die Steinzeit zurückbefördern. Ein hervorragender Ingenieur hat den Dieselmotor erfunden, und Schulstreiker wollen ihn nun abschaffen.

Gerade heute zeigt sich, dass sich die Befürchtungen der SVP bezüglich Energieversorgung in praktisch jedem Punkt bewahrheiten und noch viel schneller als damals von uns aufgezeigt eintreten. Trotz des massiven Ausbaus der Fotovoltaik droht nun, auch wegen der ungebremsen Zuwanderung, eine Stromlücke von rund 40 Terawattstunden. Diese Lücke kann nicht alleine mit erneuerbarer Energie aus Fotovoltaik und Wind kompensiert werden, dies schon darum nicht, weil diese Energieträger leider nur fluktuierend produzieren. Im Winter kommt die Fotovoltaik gerade einmal auf einen Siebtel der Leistung, also ausgerechnet dann, wenn die Wärmepumpen ein bisschen Strom bräuchten.

Das Risiko von Strommangellagen, das grösste Risiko für die Schweiz, mit Hunderten von Milliarden Franken Kostenfolgen, kommt direkt auf uns zu. Gestern um 13.45 Uhr importierte die Schweiz netto 2350 Megawatt Strom, das rund Sechsfache der Leistung des mittlerweile stillgelegten Kernkraftwerks Mühleberg. Die Schweiz steht also jeden Tag vor einem möglichen Kollaps der Stromversorgung, und es ist keine Frage, ob dieser Kollaps eintreten wird, sondern nur noch wann. Die Ironie der Geschichte ist ja jetzt, dass wir wegen Ihrer



völlig verfehlten Energiepolitik nun Gaskraftwerke brauchen werden. Selbstverständlich will und wird auch die SVP mithelfen, den CO₂-Ausstoss zu begrenzen, und sie will auch unserer Umwelt Sorge tragen, dies aber durch freiwillige Massnahmen, durch gezielte Investitionen und nicht durch Verbote und Umsetzung links-grüner Träumereien, welche uns geradewegs ins Verderben führen werden. Dieses Verderben ist nämlich, ganz im Gegensatz zu den diffusen Befürchtungen der Klimaangstmacher, absolut absehbar und in Griffweite. Und es sind notabene die gleichen Kreise und Träumer, welche von einer friedlichen Welt träumten und unsere Armee abschaffen wollten – und nun folgt das böse Erwachen. Dieses Erwachen im Energiebereich möchten wir uns und unseren Kindern ersparen. Wir lehnen deshalb diese unsinnige Initiative ab.

Giacometti Anna (RL, GR): Come cittadina e anche come ex sindaca del comune di Bregaglia, una piccola comunità di montagna del cantone dei Grigioni, conosco bene gli effetti negativi dei cambiamenti climatici sulla natura e sulla popolazione: i ghiacciai si sciolgono, la vegetazione sta cambiando, gli inverni sono sempre più miti. I violenti temporali estivi

AB 2022 N 133 / BO 2022 N 133

dopo lunghi periodi di siccità provocano inondazioni, colate detritiche e frane. La mancanza di neve e la chiusura delle strade di collegamento causano danni economici importanti.

In altri paesi del mondo la popolazione soffre a causa della siccità. Gli incendi distruggono villaggi, foreste, terreni agricoli e anche l'habitat naturale di molte specie animali. La mancanza d'acqua obbliga la gente a lasciare le proprie terre.

La Svizzera ha ratificato l'Accordo di Parigi sul clima e il Consiglio federale ha deciso che dal 2050 non possiamo più emettere gas serra, che sono uno dei fattori che causano il riscaldamento globale. Se vogliamo salvare i paesi alpini, i quali sono particolarmente colpiti dai cambiamenti climatici, dobbiamo intervenire prima che sia troppo tardi, poiché nelle Alpi le temperature aumentano del doppio rispetto alla media mondiale.

L'obiettivo 13, uno degli obiettivi di sviluppo sostenibile ancorati nell'agenda 2030 della Confederazione, chiede a tutti i paesi membri dell'ONU di adottare misure urgenti per combattere i cambiamenti climatici e le loro conseguenze.

Ringrazio il Consiglio federale per aver migliorato, nel suo disegno, il capoverso 4 dell'articolo 74a della Costituzione federale, il quale ora tiene conto della situazione delle regioni di montagna e periferiche.

In questa prima fase, sosterrò per solidarietà l'iniziativa popolare "per un clima sano" e inoltre, con convinzione, il controprogetto diretto del Consiglio federale.

Pasquier-Eichenberger Isabelle (G, GE): "C'est un vrai signal d'alarme. Nous espérons qu'il sera entendu." Ce ne sont pas que les mots des activistes du climat qui nous ont accueillis sur la Place fédérale. Ce sont les mots des expertes et des experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Leur message est clair: il faut agir vite et de manière conséquente, car tout retard pris compromet l'avenir.

J'ai entendu les opposants demander du temps. Mais cela fait 40 ans que le lien entre les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, de dioxyde de carbone et le dérèglement du climat a été établi. C'était à Genève, lors de la première Conférence internationale sur le climat. Puis, il y a 30 ans, nos gouvernements se sont engagés au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro à ce que notre prospérité économique ne se fasse pas au détriment de l'environnement et que nos modes de vie ne prêteraient pas les générations futures. Je me souviens bien de l'espoir que cela a suscité. Enfin, il y a eu l'Accord de Paris qui engage les Etats à agir pour lutter contre les changements climatiques, un engagement que les initiants nous demandent aujourd'hui d'inscrire dans la Constitution pour s'assurer qu'il soit suivi d'actes.

Car nos gouvernement font preuve d'une passivité coupable. Nous disposons depuis des décennies des connaissances scientifiques et technologiques pour agir. Ce qui manque, ce sont le courage et les majorités politiques pour stopper le recours aux carburants fossiles, booster le développement des énergies renouvelables et viser une plus grande sobriété dans notre consommation. Aujourd'hui, les incitations, les demi-mesures, ne sont plus une option. Les changements climatiques constituent une menace existentielle. Les propos des expertes et des experts du GIEC sont sans équivoque: c'est de la vie de nos enfants qu'il est aujourd'hui question.

La Suisse, en tant que pays alpin, est directement concernée. Toutes et tous, nous sommes témoins du recul des glaciers. Nous ne pouvons pas non plus ignorer les avertissements que représentent les pans de montagne qui se sont déjà effondrés, les laves torrentielles qui ont pris des vies, les centres-villes qui deviennent inhabitables lors des périodes de canicule. La pandémie nous a montré aussi que nous ne pouvons pas croire



que nous serons épargnés, que les éléments naturels ne connaissent pas de frontières, que si notre richesse peut nous aider à limiter les dommages, elle ne peut en aucun cas nous protéger.

Je vous invite à soutenir cette initiative. La transition qu'elle propose est vitale. Et les bénéfices iront bien au-delà du climat: en sortant des énergies fossiles, on cesse de soutenir des régimes coercitifs, voire criminels, on investit dans l'économie locale et dans notre souveraineté. En sortant des énergies fossiles, on améliore aussi la santé et la qualité de vie.

Pour terminer, permettez-moi de citer Svitlana Krakovska, responsable de la délégation ukrainienne du GIEC, qui, certainement aujourd'hui mieux qu'aucune d'entre nous, mesure ce qu'est une catastrophe, un effondrement, un état d'urgence. Elle dit: "Le changement climatique provoqué par l'homme et la guerre en Ukraine ont les mêmes racines: les combustibles fossiles et notre dépendance vis-à-vis d'eux."

Les actualités de cette semaine plaident donc plus que jamais pour un oui à l'initiative pour les glaciers.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Wir stehen vor einer historischen Transformation, ähnlich der Industrialisierung oder der Digitalisierung. Um die Klimakrise zu lösen, muss nämlich das Energiesystem grundlegend umgebaut werden, selbstverständlich nicht nur bei uns, sondern weltweit. Dieser Umbau hat schon längst begonnen, bei uns allerdings noch zu zögerlich. Dabei wäre gerade die Schweiz als führender Wissenschafts- und Technologiestandort prädestiniert, um hier eine führende Rolle zu übernehmen und zum Vorbild für die Energiewende zu werden.

Die Gletscher-Initiative fordert netto null Emissionen bis 2050. Sie will die Ziele des Pariser Klimaabkommens in der Verfassung verankern und die Schweiz auf Klimakurs bringen. Sie verlangt eigentlich etwas Selbstverständliches. Zudem sind wir völkerrechtlich verpflichtet, die Klimaziele des von uns unterzeichneten Pariser Klimaabkommens einzuhalten.

Das Ziel ist also klar: Wir müssen so schnell wie möglich weg von Öl und Gas. Das ist unsere einzige Chance. Dabei sind die Industrieländer als Allererste in der Pflicht. Der CO₂-Ausstoss pro Person beträgt in der Schweiz satte 23 Tonnen pro Jahr. Bewohnerinnen und Bewohner von Burkina Faso, Uganda oder Äthiopien zum Beispiel stossen pro Kopf hingegen nur 100 Kilogramm pro Jahr aus. Wir gehören also zu einer privilegierten Minderheit, die aber jetzt die Hauptverantwortung für die Klimaerwärmung trägt. Besonders eindrücklich manifestiert sich diese Tatsache bei meinem Lieblingsthema, dem Flugverkehr. Nur gerade 18 Prozent der Weltbevölkerung fliegen überhaupt. Von diesen 18 Prozent macht die Schweiz einen sehr grossen Teil aus. Wir fliegen, weltweit gesehen, am zweitmeisten. Wenigstens war dies vor Corona so. Die Tendenz ist auch jetzt wieder klar steigend.

Es ist also an uns, jetzt bei der Dekarbonisierung voranzuschreiten. Mir gefällt darum das klare und deutliche Bekenntnis der Initiative, vollständig aus den fossilen Energien auszusteigen, besser als die deutlich weniger absolute Formulierung des direkten Gegenentwurfes. Es gibt jetzt keine Zeit mehr für halbe Sachen. Machen wir es richtig! Es ist darum nach meinem Dafürhalten auch unerlässlich, Zwischenziele zu formulieren, die zu einem linearen Absenkpfad führen.

Ohne Zwischenziele wird kein konkreter Weg beziehungsweise Plan vorgelegt. Es braucht Kontrolle und Verbindlichkeit. Die Initiative will Zwischenziele sowie einen linearen Absenkpfad vorschreiben. Beim direkten Gegenvorschlag möchte dies zurzeit nur eine Minderheit. Auch wenn der direkte Gegenvorschlag in die richtige Richtung zielt und ich ihn auch unterstütze, bevorzuge ich aber klar die Initiative.

Die SP und die Grünen haben kürzlich gemeinsam die Klimafonds-Initiative lanciert. Es braucht nun massive öffentliche Investitionen in den Klimaschutz. Diese sichern den Wohlstand für künftige Generationen, schaffen zudem Arbeitsplätze und stärken die soziale Gerechtigkeit. Die Klimakrise ist die grösste Herausforderung dieses Jahrhunderts. Beginnen wir darum jetzt mit dem Umbau.

Mettler Melanie (GL, BE): Seit Jahrzehnten wissen wir, dass der internationale Verteilungskampf um endliche Ressourcen unseren Wohlstand gefährdet. Wir wissen, dass der Klimawandel die Lebensgrundlage unserer Kinder und Enkelkinder komplett umwälzen wird. Viele Pflanzen und Baumarten in der Schweiz können im neuen Klima nicht überleben. Auch unsere Kulturpflanzen, die Ernährungsgrundlagen, verdorren nun in unseren Breitengraden, und man muss mit neuen Sorten zu üben beginnen. Wir wissen, dass die

AB 2022 N 134 / BO 2022 N 134

Selbstheilungskräfte des Planeten endlich sind, und wir wissen, dass die Grenzen der planetaren Stabilität in Kürze erreicht sind.

Der Mensch verändert sich nur unter Druck. Die Weltgemeinschaft hat sich im Pariser Abkommen verpflichtet, alles dafür zu tun, unsere Kinder und Grosskinder vor diesem Kipppunkt der Stabilität zu bewahren. Denn eines



wissen wir: Auf den Kipppunkt folgt das Chaos – und wir sind verantwortlich. Vor wenigen Tagen erschien der neueste Bericht des Weltklimarates zu den Auswirkungen des Klimawandels, und er bestätigte erneut, dass der Klimawandel eine Realität ist und seine Folgen bereits heute spürbar sind. Sie werden sich von Jahr zu Jahr verstärken, je mehr die globale Temperatur ansteigt. Viele Auswirkungen des Klimawandels können nicht rückgängig gemacht werden. Wir werden die Auswirkungen erleben müssen.

Die Verantwortung, mehr Ordnung in dieses Chaos zu bringen, können wir wahrnehmen. Insbesondere in der Schweiz beanspruchen wir die endlichen Ressourcen in höchstem Mass. Die Schweiz hat aber eben auch die wirtschaftliche Innovationskraft und Handlungsfähigkeit, hier einen wichtigen Beitrag zu leisten, ohne den Wohlstand zu opfern. Im Gegenteil: Investitionen in Transformation sind eine echte Chance für die Schweiz. Ein früher Ausstieg ist eine Chance für den Wirtschaftsstandort Schweiz, wenn unsere Akteure früh in neue Technologien investieren und nachhaltige Arbeitsplätze schaffen, welche auch nach der Energiewende Bestand haben werden. Wenn wir zu lange zuwarten, nicht lenken und fördern, werden wir mit der Situation konfrontiert sein, dass wir sehr rasch und abrupt aus den fossilen Energieträgern werden aussteigen müssen, was wesentlich höhere volkswirtschaftliche Kosten verursachen wird.

Je später die Politik handelt, desto geringer wird unser Wirtschaftswachstum sein, desto höher werden die Kosten für die Eindämmung der Auswirkungen des Klimawandels sein. Es wird also gerade das Gegenteil dessen eintreten, was jene, die zaudern, zögern und zuwarten wollen, eigentlich wollen: Ohne Handlungsspielraum in ständigem Kampf um die endlichen Ressourcen, im Chaos völlig umgewälzter klimatischer Bedingungen gibt es eben kein gutes Wirtschaften. Nur wenn wir jetzt politisch handeln und schrittweise, bis spätestens 2050, aus den fossilen Energieträgern aussteigen – eine zentrale Forderung der Gletscher-Initiative –, ist es möglich, das globale Temperaturziel zu erreichen und gleichzeitig weiterhin Wohlstand sicherzustellen. Es ist billiger, jetzt den Planeten zu schützen, als ihn später mehr schlecht als recht reparieren zu müssen.

Im Lichte der aktuellen geopolitischen Krise wird zudem immer deutlicher, wie problematisch unsere hohe Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen aus dem Ausland ist. 47 Prozent unserer Erdgasimporte stammen aus Russland. Wir schaden also so nicht nur der Umwelt, sondern machen uns abhängig von sehr unberechenbaren Partnern. Wollen wir das wirklich? Sollen wir nicht stattdessen in Energieeffizienz investieren, in Stromproduktion in der Schweiz aus erneuerbaren Energien wie Sonne, Wind, Wasser, um nicht aus Ländern wie Russland Energie importieren zu müssen?

Der Klimawandel ist ein globales Problem. Die Lösung zum Problem muss global angedacht, aber lokal umgesetzt werden. Das Pariser Klimaübereinkommen und die UN-Klimakonferenz in Glasgow haben gezeigt: Der politische Wille, globale Lösungen gegen den Klimawandel zu finden, besteht. Die Schweiz muss nun aber wie alle anderen Staaten auch Wort halten und ihren Beitrag leisten, muss zusammen mit den Kantonen, den Gemeinden und der Bevölkerung konkrete Massnahmen vor Ort umsetzen. Es ist noch möglich, das Ruder herumzureissen und die Auswirkungen des Klimawandels einzudämmen, wenn wir jetzt entschlossen handeln. Wir haben es in der Hand, mit welchen Auswirkungen des Klimawandels die nächsten Generationen werden leben müssen.

Schilliger Peter (RL, LU): Vorweg: Ich werde die Gletscher-Initiative zur Ablehnung empfehlen und dem taktischen Weg über den direkten Gegenvorschlag eine Chance geben, ihm also Folge leisten; dies, weil ich davon überzeugt bin, dass wir bezüglich klimapolitischer gesetzlicher Vorgaben in Verzug sind. Das strategische Ziel netto null stimmt in diesem Sinn auch für mich.

Die Initiative hat aber Fehler und Mängel, welche auch der Bevölkerung in einem möglichen Abstimmungskampf ohne Probleme dargestellt werden könnten. Auf die beiden Hauptfehler, die angedrohten Verbote und die vorgegebene, nicht technologieorientierte lineare Absenkung, wurde schon zur Genüge eingegangen. Ich möchte in meinem kurz gehaltenen Votum auf einen anderen Aspekt hinweisen:

SVP-Vertreter deklarierten gestern mehrmals, dass die damalige Abstimmung über das Energiegesetz der Anfang des Übels gewesen sei. Dem stimme ich nicht zu. Die Gesetzesvorlage, welcher das Schweizervolk im Mai 2017 zugestimmt hat, war sehr komplex und beinhaltete auch Gesetzesteile, die nun weiterentwickelt werden müssen. Die Vorlage verlangte jedoch in erster Linie einen effizienten Energieeinsatz, dies im Gebäubereich, in der Industrie und in der Mobilität. Es ist so, dass mit einem Technologiewechsel beispielsweise zu Wärmepumpen oder zu Elektrofahrzeugen mit der gleichen Energiemenge sehr viel mehr Nutzen erreicht werden kann.

Die Problemstellung wechselt nun aber zur Frage der möglichst CO₂-freien Stromproduktion. Da sind wir in Verzug. Vonseiten der produzierenden Wirtschaft wird im Dialog das Risiko der Versorgungssicherheit als eines der grössten Risiken deklariert. Daraus abgeleitet müssen wir uns die Fragen stellen: Welche Fehler prägen die heutige Energie- und Klimapolitik? Welche Mängel und welchen Handlungsbedarf sprechen die



Initianten und ihre links-grünen Unterstützer hier im Nationalrat nicht an? Ich nenne vier Beispiele:

1. Es braucht ein klares politisches Nein zu all den unsäglichen Einsprachen, welche bei einer Vielzahl von Projekten im Bereich der erneuerbaren Energien die Umsetzung verhindern. Die Möglichkeit von Einsprachen aus Natur- und Heimatschutzgründen muss nun klar reduziert werden. Die Gleichwertigkeit der Interessen, die ins Energiegesetz eingeflossen ist, muss nun eine Umsetzung erfahren. Die Lobbyisten der Gletscher-Initiative haben den Zugang zu diesen Organisationen. Nehmen Sie diese bitte in die Pflicht!
2. Ein weiterer Aufruf geht an die Vertreter der Wasserkantone. Wir haben ja schon diverse Sprecher gehört. Ich nenne sie die Wasser-Opec. Senken Sie endlich die aus meiner Sicht viel zu hohen Wasserzinsen! Damit lösen Sie einen Investitionsschub in Bezug auf die bestehenden Werke aus, und das würde uns allen dienen.
3. Wir müssen im Gesamtsystem smarter werden. Dazu dient der Datenfluss in der sich laufend entwickelnden digitalen Welt. Setzen Sie sich mit aller Kraft für den Ausbau der 5G-Technologie und deren Entwicklung ein! Dies dient der Effizienz und damit dem tieferen Energiebedarf.
4. Es braucht ein Ja zu einer vollen Technologieoffenheit. Dazu gehört auch eine revidierte Haltung zur sich weiterentwickelnden Kernkrafttechnologie.

Das sind Beispiele, welche den konkreten Handlungsbedarf aufzeigen. Die Beispielpunkte sind konkret und sind lösungsorientiert, bauen auf die grosse Innovationskraft unserer Schweiz, und vor allem verzichten sie auf Verbote.

Porchet Léonore (G, VD): J'ai passé tous mes étés et j'ai fait mes premiers camps de ski aux Diablerets sous la présence impressionnante, touchante, du glacier du Tsanfleuron, le glacier des Diablerets, massif montagneux vaudois, valaisan et bernois des Alpes. Ce glacier perd plus d'un mètre d'épaisseur par an, et maintenant même son sommet n'est régulièrement plus recouvert en été. Ce glacier disparaîtra en 2038. Le glacier des Diablerets est l'un des fleurons du tourisme du canton de Vaud, c'est aussi un souvenir d'enfance, comme pour beaucoup d'autres personnes. Il va mourir avant que j'aie 50 ans.

L'initiative dont nous parlons aujourd'hui porte bien son nom, et ses buts font écho à l'engagement solennel pris par le Conseil fédéral, lors de la Conférence de Paris sur le climat (COP 21), d'atteindre le zéro émission nette en 2050 et de tout mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif. Ses buts font aussi écho à votre mauvaise humeur lors de la COP 21, Madame la conseillère fédérale, où vous affirmiez:

AB 2022 N 135 / BO 2022 N 135

"Nous sommes en souci, car nous partons insatisfaits. Plusieurs des compromis présentés aujourd'hui sont clairement éloignés du meilleur dénominateur commun possible." Cette initiative propose justement ce meilleur dénominateur commun que défend notre gouvernement à l'international. L'initiative pour les glaciers nous permet enfin de réaliser notre engagement pris en 2015 à Paris comme objectif minimal dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle permet au Conseil fédéral de relancer sa politique climatique après l'échec du dernier sommet international, tout en tenant compte de l'inquiétude des Suisses exprimée en votation populaire pour que la transition soit juste. En effet, le message du Conseil fédéral met clairement en avant que l'application de cette initiative devrait être socialement acceptable.

En Suisse, de plus en plus de personnes sont jugées après avoir manifesté leur désespoir face à l'inaction politique. J'ai des amis, des proches, qui sont menacés de peines de prison pour avoir alarmé sur la crise climatique ou sur le déclin de la biodiversité simplement en s'étant assis sur la chaussée, acte bien dérisoire face à l'urgence et à la gravité de la situation.

Outre la désobéissance civile, notre démocratie n'a jamais compté autant de textes d'initiatives en faveur de projets de sauvegarde de notre environnement. L'urgence est là. Il s'agit bien de sauvegarder nos conditions de vie sur terre, celles de nos enfants.

Le Conseil de fédéral, comme notre commission, pourtant dite de l'environnement, nous invitent à rejeter ce texte, le texte le plus consensuel possible, le plus modéré, reprenant simplement les termes d'un accord que nous avons ratifié. Cher Conseil fédéral, chères et chers collègues, je ne vous comprends pas. Il n'y a rien d'extrême, et les buts de cette initiative sont déjà approuvés par toutes et tous. D'autant plus que, justement, vous admettez notre responsabilité commune dans la situation d'extrême urgence dans laquelle nous sommes et que vous admettez qu'il y a des moyens financiers et techniques à mettre en oeuvre pour aller de l'avant avec des projets ambitieux.

Ce refus, je le comprends comme une peur. Une peur face à l'immensité de la tâche qui nous attend pour sauver demain, car nous avons déjà trop attendu. Cette peur a au contraire décidé 113 000 personnes à signer le texte de cette initiative, à demander un message d'espoir et, enfin, demander de notre part une action concrète du gouvernement. La peur se comprend. Le rapport du GIEC sorti lundi rappelle que s'adapter



au changement climatique pourrait être impossible pour l'humanité au-delà de 2 degrés de réchauffement. Im-pos-si-ble! Et cela sans compter les conséquences connexes: la guerre, les épidémies, les pénuries que nous subissons déjà ces dernières années.

Aujourd'hui déjà, nous déplaçons des villages entiers à cause du changement climatique en Suisse.

Vous savez bien que notre pays alpin ne pourra pas déplacer en plaine chaque année la population de régions entières en raison de la fonte des glaciers. Il nous faut agir maintenant, en soutenant ici et dans les urnes l'initiative pour les glaciers.

Friedl Claudia (S, SG): Heute sprechen wir über eine der grössten selbstverantworteten Herausforderungen der Menschheit: den Klimawandel. Immer mehr Menschen leiden unter seinen Auswirkungen. Eben erst wurde über die extreme, anhaltende Trockenheit und die ungewöhnlich früh wütenden Waldbrände im Tessin berichtet; es entstehen neue Strände am Lago Maggiore infolge des extrem tiefen Wasserstands. Die Dürre in Spanien lässt ein im Stausee versunkenes Dorf erstmals wieder auftauchen, und infolge der Dürre am Horn von Afrika leiden 13 Millionen Menschen an akutem Hunger. Die Liste könnte ohne Weiteres fortgesetzt werden.

Dürren sind die Vorboten des unumkehrbaren Klimawandels. Wir sind also in der Pflicht, die Klimapolitik dringlich und wirkungsvoll vorwärtszutreiben. Die Gletscher-Initiative liefert dazu einen Weg. Sie verlangt ein verbindliches Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050, und das in der Verfassung. Dorthin gehört dieses Generationenprojekt, dieses für Generationen wichtige Ziel.

Aber – und das ist wichtig – die Gletscher-Initiative verlangt auch, dass der Weg jetzt eingeschlagen wird und dass er linear ist. Es darf nicht sein, dass jetzt wenig bis nichts gemacht wird und der Treibhausgasausstoss dann in den letzten Jahren vor 2050 panikartig und radikal vermindert werden muss. Das wäre einfach ein Verschieben der Aufgaben auf die künftige Generation. Auch würde bei einem solchen Verlauf des Absenkpades die für das Klima relevante Menge an ausgestossenem Treibhausgas viel höher ausfallen, und das Klimaziel von 1,5 Grad könnte nicht erreicht werden. Ausschlaggebend ist eben nicht nur das Erreichen von netto null Emissionen bis 2050, sondern auch die kumulierte Menge Treibhausgase, welche bis 2050 noch in die Atmosphäre abgegeben wird.

Deshalb muss ein Verfassungsartikel auch etwas zu diesem Klimabudget enthalten, wie in der Initiative durch die Forderung eines mindestens linearen Absenkpades, an dem sich die Zwischenziele ausrichten. Das gibt auch Planungssicherheit für Investorinnen und Investoren, für Bürgerinnen und Bürger.

Ein wichtiges Element, das ebenfalls in die Verfassung gehört, ist die Berücksichtigung der Sozialverträglichkeit der Massnahmen. Nur so können wir die Menschen dazu animieren, den Klimaschutz als Gemeinschaftsprojekt zu betrachten und sich dafür einzusetzen.

Als Mitglied des Initiativkomitees stehe ich voll und ganz hinter der Gletscher-Initiative. Das Klimaziel gehört in die Verfassung. Ich bin aber auch offen für einen Gegenvorschlag, der einen linearen Absenkpfad der Emissionen im Grundsatz enthält, wie dies auch der Bundesrat im indirekten Gegenvorschlag festhält und der Einzelantrag Romano aufnimmt. Unterstützen Sie auch den Einzelantrag Nordmann, der Massnahmen in die Übergangsbestimmungen aufnehmen will. Das Wichtigste ist jetzt aber, dass wir keine Zeit verlieren und nun Mehrheiten finden und rasch beginnen.

Ich bitte Sie, unterstützen Sie die Gletscher-Initiative und den indirekten Gegenvorschlag inklusive Absenkpfad.

Weichelt Manuela (G, ZG): Krise um Krise – und auch die Klimakrise ist Wirklichkeit. Die medizinische Fachzeitschrift "The Lancet" veröffentlichte im Jahre 2019 einen Bericht zu den Folgen des Klimawandels. Die Autorinnen und Autoren schreiben insbesondere, dass ein heute geborenes Kind eine Welt erleben wird, die 4 Grad wärmer ist als die Durchschnittstemperatur in der vorindustriellen Zeit, wobei der Klimawandel die menschliche Gesundheit von der Kindheit und der Jugend an bis zum Erwachsenenalter und dem Alter beeinflusst. Das Horrorszenario einer um 4 Grad wärmeren Temperatur wollen wir ja gerade mit der Gletscher-Initiative verhindern.

Gemäss den Autorinnen und Autoren haben die vermehrten Hitzewellen und die erhöhte bodennahe Ozonkonzentration eine höhere Zahl von Hitzschlägen, Herzinfarkten, akutem Nierenversagen usw. zur Folge. Aufgrund des Klimawandels gefährden wir die Gesundheit unserer Bevölkerung durch Infektionskrankheiten, welche vermehrt durch Zecken und Mücken übertragen werden. Die Auswirkungen unseres menschengemachten Klimawandels sind bedrohlich. Wir wissen: Vorsorge ist besser als Nachsorge. Die beste Vorsorge bei Klima und Gesundheit ist die rasche Verringerung unseres Ausstosses von Treibhausgasen. Wir wissen auch, dass die Erwärmung bereits jetzt zu einer deutlichen Zunahme extremer Wetterereignisse und zu einem starken Druck auf die Ernährungssicherheit in den südlichen Ländern führt. Eine zusätzliche globale Erwärmung von



nur 0,5 Grad bedeutet unter anderem, dass durch den Anstieg des Meeresspiegels riesige Küstengebiete unbewohnbar werden oder dass es im Mittelmeerraum im Sommer zu Wasserknappheit kommen wird. Laut Schätzungen der Weltbank wird die klimabedingte Migration in den nächsten dreissig Jahren, wenn wir so weitermachen, über 140 Millionen Menschen betreffen. Die Klimakrise führt zu umfassenden und tiefgreifenden Wirtschaftskrisen und Konflikten. Nun noch etwas zu den fossilen Energien: Bis zu 16 Milliarden Franken gab die Schweiz in den letzten Jahren jährlich für fossile Energien aus. Die Grünen fordern, dass der Import von Strom aus fossiler Energie in die Schweiz sowie

AB 2022 N 136 / BO 2022 N 136

Investitionen von Schweizer Energieversorgern in Kohle- und Gaskraftwerke im Ausland gestoppt werden. Die Stromkonzerne sollen die Klimabilanz unseres Landes nicht aus Profitgier dermassen verschlechtern. Wussten Sie, dass 47 Prozent der schweizerischen Gasimporte im Jahr 2020 aus Russland kamen? Und ich verrate Ihnen ja nichts Neues, wenn ich sage, dass die Nord Stream AG und die Nord Stream 2 AG ihren Sitz in Zug haben. Ich bin sicher, dass uns Nord Stream 2 – mit dem Konkurs oder was auch immer es ist – in diesem Saal noch weiter beschäftigen wird.

Eine Antwort an Nationalrat Glarner, der leider nicht im Saal ist: Wir hier im Saal sind nicht dumm, wir im Saal können etwas bewirken, wir können etwas machen. Die Schweiz und Zug stützen als Steuer-Zufluchtsort für russische Staatskonzerne das repressive Regime Putins – vielleicht erwachen wir jetzt. Aber nicht nur das: Auch ökologische Gründe sprechen gegen das Prestigeprojekt Nord Stream 2. Die Welt kann es sich nicht leisten, neue Pipelines für fossile Energien zu bauen, die unsere Zukunft zerstören. Die Gletscher-Initiative fordert gerade auch den Ausstieg aus fossilen Energien.

Mit der Annahme der Gletscher-Initiative verschaffen wir unserer Erde das, was sie braucht. Der direkte Gegenvorschlag bringt keinen Mehrwert. Der indirekte Gegenvorschlag ist zu unterstützen.

Bendahan Samuel (S, VD): Was ist der Schlüssel zum Überleben und zum Erfolg der Menschheit? Die Antwort wird nicht immer dieselbe gewesen sein. Vor Tausenden von Jahren war das Überleben eines jeden davon abhängig, ob er in der Lage war, für sich selbst zu sorgen. Unterdessen haben wir erkannt, dass wir einander brauchen. Heute findet ein Paradigmenwechsel statt. Die wahren Herausforderungen, vor denen wir stehen, sind global, universell. Der Erfolg der Menschheit wird an ihrer Fähigkeit gemessen werden, als Ganzes für ein Ziel einzustehen. Und wir wissen, wie viel schwieriger es ist, mit 10 Milliarden Menschen zusammenzuarbeiten als mit 5 Milliarden.

Wie bringt man eine ganze Bevölkerung dazu, ein Problem zu bekämpfen? Es gibt einige Antworten: mit einer Vorbildfunktion, die andere inspiriert und zum Handeln anregt; mit Kreativität, die ansteckend sein und neue Lösungen hervorbringen kann; mit Anstrengung, die sich letztendlich auf lange Sicht lohnt. Aber nicht nur, weil wir viele sind, ist es schwierig, sich zu organisieren, sondern auch, weil die Kosten des Handelns jetzt bezahlt werden müssen, der Schaden aber erst morgen oder übermorgen oder in Jahrzehnten entsteht.

Der Mensch ist so gestrickt, dass er manchmal vor einer kleinen Anstrengung heute mehr Angst hat als vor einer Apokalypse in dreissig Jahren. Das ist ein bisschen wie bei einem Raucher, der es heute nicht schafft, auf die Zigarette zu verzichten, weil die massiven Gesundheitsschäden noch weit weg zu sein scheinen. Es ist wie bei einem Studenten, der lieber feiert als arbeitet, weil die Prüfungen erst in drei Monaten sind. Man sagt, dass sich Anstrengung immer erst nach einer gewissen Zeit auszahlt, Faulheit aber immer sofort.

Die Gletscher-Initiative ist die Antwort auf alle diese Schwierigkeiten. Ein klares Ziel, das uns zum Handeln antreibt, wird uns konkrete Wegmarken auf unseren Weg setzen, statt dass wir vor einem scheinbar unüberwindbaren Problem erstarren. Mit der Gletscher-Initiative geben wir den anderen, geben wir der Welt ein Beispiel, dass es möglich ist, etwas zu tun, auch wenn es eine kleine Anstrengung erfordert.

Die Gletscher-Initiative ist ein Ansporn, kreativ zu sein. Wie jeder Jazzmusiker oder Improvisationskünstler weiss, können sich Freiheit und Kreativität oft am besten entfalten, wenn man ein paar Regeln aufstellt. Die Gletscher-Initiative ist ein Versprechen, aber nicht nur: Sie ist ein Text, der zu Taten führt, und diese sind ansteckend. Ein Erfolg einer solchen Initiative in unserem Land wird weitere Erfolge nach sich ziehen. Wegen Covid haben wir viel über Krisen gesprochen, die sich exponentiell verschärfen. Dank dieser Initiative werden vielleicht Lösungen entstehen, die sich exponentiell entwickeln. Darüber hinaus werden wir durch den Kampf gegen die globale Erwärmung und die Emission von Treibhausgasen Fähigkeiten entwickeln und uns verbessern. Wir werden nicht nur unserem Land und der ganzen Welt ein besseres Leben beschermen, sondern auch das verstärken, was wir können und wissen.

Diese Initiative anzunehmen bedeutet, doppelt zu gewinnen: für die Schweiz und für die ganze Welt.



Egger Kurt (G, TG): Ja, es braucht die Gletscher-Initiative. Es braucht sie jetzt, weil die Schweiz und weitere 190 Staaten das Pariser Abkommen unterzeichnet haben. Die Volksinitiative "für ein gesundes Klima (Gletscher-Initiative)" fordert nichts, wozu sich die Schweiz nicht bereits verpflichtet hätte. Sie ist nötig, weil die Schweizer Politik mit den Verpflichtungen aus dem Pariser Übereinkommen und den Erfordernissen einer ernsthaften Klimapolitik nicht in Einklang steht.

Nach der Ablehnung des CO₂-Gesetzes am 13. Juni 2021 ist die Initiative wichtiger denn je. Die Chancen auf eine Mehrheit sind gut, wünschen doch gemäss einer Umfrage 68 Prozent aller Abstimmenden, dass jetzt entschieden gegen den Klimawandel vorgegangen wird.

Alle wissenschaftlichen Erkenntnisse, insbesondere der Bericht des IPCC, zeigen, wie rasch der Klimawandel voranschreitet und wie Hitzewellen, Niederschläge und Dürren zunehmen. Angesichts dieser Tatsachen ist es absolut angebracht, von einer regelrechten Klimakrise zu sprechen. Diese lässt sich nur eindämmen, wenn die Treibhausgasemissionen unter dem Strich auf null sinken.

"Fossile Brennstoffe sind eine Sackgasse für unseren Planeten, für die Menschheit und auch für die Wirtschaft" – das waren am Montag die klaren Worte von UN-Generalsekretär António Guterres zum neusten wissenschaftlichen Bericht des Weltklimarates.

Es braucht die Gletscher-Initiative möglichst rasch. Mit jedem Jahr, das wir zuwarten, wird es schwieriger, die Ziele einzuhalten. Die Schweiz hat heute etwa ein Restbudget von rund 400 Megatonnen CO₂, das wir überhaupt noch emittieren dürfen. Wenn wir aktuell rund 35 Millionen Tonnen aus den fossilen Energien emittieren und eine lineare Absenkung auf null berechnen, dann ist unser Budget bereits vor 2040 aufgebraucht. Wir müssen also deutlich schneller vorangehen und das Ziel netto null auf 2040 vorverschieben.

Diese Berechnung betrifft erst noch nur die inländischen Emissionen. Rechnen wir noch die Emissionen dazu, die der Schweizer Konsum weltweit verursacht, betragen die Emissionen das Dreifache. Rasches Handeln ist also doppelt gefragt. Wir müssen die wegen der Ablehnung des CO₂-Gesetzes verlorene Zeit aufholen.

Die Gletscher-Initiative ist eine Zielinitiative. Sie setzt dem Ausstieg aus den fossilen Energien ein Datum und schafft damit Planungssicherheit für Investorinnen und Investoren. Immer mehr Länder und Unternehmen erkennen das, und der technologische Umbau hin zu einem zukunftsfähigen Energiesystem hat längst begonnen. Wir können jetzt mitmachen und den Umbau als Chance nutzen oder abseitsstehen und den Zug verpassen. Ein weiteres Zuwarten ist gegenüber künftigen Generationen verantwortungslos. Die Schweiz ist reich, verfügt über ausgezeichnete Hochschulen, gut ausgebildete Fachleute und Infrastrukturen in sehr gutem Zustand. Wir können Lösungen entwickeln und die technologische Transition, die vollzogen werden muss, als Chance nutzen.

Die Ausführungsgesetzgebung soll den Absenkpfad für die Treibhausgasemissionen bis 2050 festlegen; das ist ganz wichtig. Sie soll Zwischenziele benennen, die mindestens zu einer linearen Absenkung führen, und die zur Einhaltung des Absenkpades erforderlichen Instrumente regeln. Dieser Absenkpfad ist ein wesentlicher Bestandteil der Initiative und muss dann auch im indirekten Gegenentwurf enthalten sein. Er führt zur Pflicht, dass rasch Massnahmen zu ergreifen sind.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Gletscher-Initiative zuzustimmen und Verantwortung gegenüber künftigen Generationen zu übernehmen.

Rüegger Monika (V, OW): Zugegeben: Die PR-Agentur hat mit dem Namen "Gletscher" im Titel der Initiative eine breite Sympathie gewonnen. Der Inhalt und die Ziele sind hingegen

AB 2022 N 137 / BO 2022 N 137

gefährlich heisse Luft. Mit dieser Initiative stoppen Sie keine Gletscherschmelze, im Gegenteil: Sie wollen mit Verboten und dem Netto-null-Ziel nicht nur ein Umdenken erzwingen, Sie wollen mit Verboten von fossilen Energien die erneuerbare Energie vorantreiben. Aber haben Sie die Lösung? Ist die Lösung das Gas aus Russland, oder sind es die Solarpanels aus China? Ist es die Entsorgung in Afrika oder gar kein Strom im Winter?

Ihre heissen Befürworter dieser Initiative verhindern gerade den Ausbau der erneuerbaren Energien. Mit Ihrer linken Politik verhindern Sie alles, was der Fortschritt mit innovativen Lösungen bringen könnte, und lassen Ihre Verbotspolitik und Ihre Verhinderungspolitik teuer von der Bevölkerung bezahlen. Schon beim CO₂-Gesetz war das Ihr Ziel – jetzt, mit der Gletscher-Initiative, ist es dies wieder.

Mit einem Netto-null-Ziel ohne Lösungsweg wird es einfach kalt und dunkel im Winter. An zivilisatorischen Errungenschaften werden wir massiv einbüßen. Auf was wollen Sie dann verzichten? Auf die Mobilität? Auf die Digitalisierung? Sie können sich wohl die Illusionen leisten, der Durchschnittsbürger aber nicht.

Liebe Klimaschützer und Weltverbesserer, Ihre Güterabwägung erkenne ich einfach zu wenig: Die Leistungen



der Wasserkraft durch höhere Staumauern erhöhen, das verhindern Sie. Neu entstandene Gletscherseen zur Energiegewinnung nutzen, das verhindern Sie. Windräder in Ihrer Nähe oder im Wald, das verhindern Sie. Neue Technologiefortschritte, zum Beispiel in der Kernenergie, das verhindern auch Sie. Mit Ihrer Verhinderungspolitik, Ihrer Angstmacherei und Ihren Illusionen verhindern Sie den Fortschritt.

Die Gletscher-Initiative steht im Widerspruch zum Ausbau der erneuerbaren Energien. Zeigen Sie zuerst einen ernsthaften Lösungsweg, bevor eine Illusion in die Verfassung geschrieben wird.

Gafner Andreas (V, BE): Ich kann es vorwegnehmen: Ich empfehle Ihnen, sowohl die Gletscher-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen als auch den direkten Gegenvorschlag abzulehnen. Die von der Gletscher-Initiative und dem Gegenvorschlag vorgesehenen Massnahmen bewirken massive Einschränkungen und Verteuerungen der fossilen Energieträger und damit eine starke Verteuerung der Lebenshaltungskosten für die betroffene Bevölkerung – ohne namhafte Auswirkung auf das Klima.

Klimaveränderungen sind normal und natürlich. Es hat sie in der Erdgeschichte immer gegeben. Hier, wo wir heute sind, existierte in der Vergangenheit einmal das Jurameer oder die Gletscher der verschiedenen Eiszeiten, dies ohne Einfluss von CO₂ durch die Verbrennung von fossilen Brenn- und Treibstoffen. Unser Klimamotor ist die Sonnenaktivität in ihren Zyklen.

Natürlich hat der CO₂-Gehalt in der Atmosphäre seit der Industrialisierung auf etwa 0,04 Volumenprozent zugenommen. Dies hat nachweislich auch zu besserem Pflanzenwachstum geführt. Bedenken sollten wir aber auch, dass das aus der Verbrennung von fossilen Brenn- und Treibstoffen freigesetzte CO₂ ursprünglich aus der Atmosphäre respektive Biosphäre stammt, worin es zirkulierte. Fossiles CO₂ ist deshalb in gewissem Sinne Recycling-CO₂.

Die Fixierung der aktuellen Klimapolitik auf den Gletscherstand von etwa 1850 als Ausgangs- und Vergleichsgrösse ist willkürlich und falsch, weil dies ungefähr dem Maximum der sogenannten Kleinen Eiszeit entspricht. Es ist eine Tatsache, dass es schon früher Warmzeiten gegeben hat, z. B. im Mittelalter, 800 bis 1350 nach Christus, sowie während der Römerzeit. Gemäss Chroniken und Aufzeichnungen waren diese Wärmeperioden für die betroffene Bevölkerung keine Katastrophen, sondern Zeiten erleichterter Lebensbedingungen.

Zahlreiche geologische Zeugen in unserem Land bestätigen die früheren Klimaschwankungen. Als Beispiel erwähnen möchte ich hier die von Gletschern weit oberhalb der heutigen Waldgrenze freigegebenen Baumstämme, siehe auch die Publikationen des Geologen Professor Christian Schlüchter von der Uni Bern.

Ob die Schweiz ihren CO₂-Ausstoss sofort auf null reduziert oder nicht, ist für das Klima absolut belanglos. Denn erstens ist der Einfluss von CO₂ auf das Klima nicht so gravierend, wie es dargestellt wird, und zweitens beträgt der Anteil der Schweiz am weltweiten CO₂-Ausstoss nur circa 0,1 bis 0,2 Prozent. Die von der Gletscher-Initiative, dem Gegenvorschlag sowie dem Klimaabkommen verlangten Massnahmen sind überflüssig, weil der Energieverbrauch der Schweiz gemäss Statistiken des Bundesamtes für Statistik und des BAFU seit circa zehn Jahren stabil bis abnehmend ist, dies trotz massivem Bevölkerungswachstum und enormem Wachstum des Bruttoinlandproduktes. Bezüglich Energieeffizienz gerade auch bei den fossilen Brenn- und Treibstoffen und ebenfalls beim CO₂-Ausstoss ist die Schweiz erfolgreich auf Kurs, wie Sie selber den entsprechenden Statistiken entnehmen können. Zudem ist der Treibhausgasausstoss in der Schweiz bereits heute unter dem Niveau von 1990.

Sinnvoller und effizienter sind für die Schweiz eine vollständige Abtrennung der Energie- und der Verkehrspolitik von der Klimadiskussion und eine Konzentration der verfügbaren Mittel auf die technologische Entwicklung im Energiebereich ohne Technologieverbote bezüglich Energieträger. Ein Verbot von fossilen Energieträgern ist zudem ein inakzeptabler Eingriff in die Autonomie der Länder, die selber über die Verwendung ihrer eigenen Vorkommen an fossilen Energieträgern entscheiden sollen, um ihre Wirtschaft zu entwickeln. Investitionen zur weiteren Verbesserung der Energieeffizienz und der Nutzung alternativer Energiequellen sowie nach Bedarf in Schutzeinrichtungen gegen Hochwasser, Lawinen, Erdbeben usw. sind ebenfalls sachdienlich. Völlig unsinnig sind jedoch Teilnahmen am internationalen Handel mit Emissionszertifikaten. Dieser willkürliche und unnütze CO₂-Ablasshandel ist real betrachtet ein Hohn.

Lehnen Sie darum die Gletscher-Initiative und den Gegenvorschlag ab. Wenden wir uns der Wirklichkeit, den realen Problemen zu: Förderung der Produktion von genügend gesunden Nahrungsmitteln und sauberem Trinkwasser, zurückhaltender Umgang mit unseren Ressourcen, Verbesserung der Gesundheits- und Bildungssysteme für alle Menschen. Dafür müssen wir unsere verfügbaren Kräfte effizient einsetzen, nicht für Klimaprojekte.

Suter Gabriela (S, AG): Herr Kollege Gafner, leugnen Sie die menschengemachte Klimaerwärmung? Verschiessen Sie die Augen vor den Problemen, welche die Klimakrise weltweit mit sich bringt?



Gafner Andreas (V, BE): Geschätzte Frau Kollegin Suter, ich verschliesse die Augen nicht, aber ich denke, der Einfluss des Menschen ist weniger gross, als er immer dargestellt wird.

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Vielleicht haben Sie es mitbekommen: Letzten Montag, am 28. Februar, hat der Weltklimarat IPCC den zweiten Teil seines jüngsten Berichtes vorgestellt. Ich möchte nur zwei Facts daraus kurz aufnehmen. Manche Folgen der Klimaerwärmung sind heute schon irreversibel. Das Schrumpfen der Gletscher verändert den Wasserhaushalt in den Alpen und wird die Verfügbarkeit von Wasser für Landwirtschaft, Haushalte und Energieproduktion massiv schmälern. Das weisse Gold in der Schweiz ist das Wasser. Hauptursache der Klimakrise ist das Verbrennen von Erdöl, Erdgas und Kohle. Fossile Energien, sagte der UNO-Generalsekretär bei der Präsentation des IPCC-Berichtes am Montag, sind eine Sackgasse für den Planeten, für die Menschen und, ja, auch für die Wirtschaft. Wir müssen diese Sackgasse für den Planeten und die Menschheit schnellstmöglich verlassen.

Wenn ich es altbacken sagen darf: Wir müssen die Schöpfung bewahren. Wenn Sie jetzt denken, das sei der typische Kitsch aus der EVP-Ecke und die Schöpfung sei überschätzt, dann denken Sie daran: Fossile Energien sind auch für die Wirtschaft eine Sackgasse, sagte der UNO-Generalsekretär.

Fossile Energien sind ausserdem auch eine Sackgasse für den Weltfrieden. Die Präsentation des jüngsten

AB 2022 N 138 / BO 2022 N 138

Klimaberichtes ist vom Krieg weitgehend verdrängt worden. 3,6 Milliarden Menschen sind gefährdet, titelte etwa der "Tages-Anzeiger", aber diese Schreckensbotschaft war nur ein kleiner Anriss auf der Titelseite. Den meisten Tageszeitungen war die Gefährdung von 3,6 Milliarden Menschen nicht titelseitenwürdig. Wir wissen, dass Russland seinen Angriffskrieg mit dem Verkauf von Öl und Gas finanziert. Fast die Hälfte der Gasimporte stammt aus Russland. Damit finanzieren wir nicht nur den Krieg in der Ukraine, sondern machen uns auch verletzlich. Vergessen wir nicht: Wenn wir es als internationale Staatengemeinschaft nicht schaffen, die Klimaerwärmung zu stoppen, werden die globalen Migrationsbewegungen massiv zunehmen, ebenso die Konflikte und die Knappheit lebensnotwendiger Ressourcen.

Die Gletscher-Initiative weist den Weg, das Zeitalter der fossilen Energien hinter uns zu lassen. Sie geht einen konsequenten Weg, indem sie bei der Quelle ansetzt. Spätestens 2050 sollen die fossilen Energieträger gar nicht mehr in Verkehr gelangen. Viele Städte planen sogar, bereits bis 2040 auszusteigen. Damit schaffen wir den besten Anreiz, Substitute zu entwickeln.

Sollte der Rat nun den direkten Gegenentwurf gutheissen, setzen wir uns für den Einzelantrag Romano ein, der Vorgaben machen will, wie die Zwischenziele auf dem Weg zu netto null Treibhausgasemissionen zu setzen sind, denn nur ein nettes Ziel in die Verfassung zu schreiben und dann zu hoffen, dass es wundersamerweise auch eintritt, ist der Verfassung nicht würdig. Wir hoffen aber, dass die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie einen griffigen indirekten Gegenvorschlag ausarbeitet, der schneller Wirkung zeigt als ein Verfassungsartikel, denn die Zeit drängt.

Ja, in der Schweiz schafft der nötige Umbau des Energiesystems Arbeitsplätze. Das Geld, das wir nicht mehr für Öl und Gas ausgeben, können wir in eine Energie investieren, die klimaneutral wird. Damit bin ich wieder beim Thema Wirtschaft oder beim Thema Schöpfung, wie Sie wollen. Bewahren wir beides!

Die EVP unterstützt somit die Gletscher-Initiative und den Einzelantrag Romano.

Marchesi Piero (V, TI): L'iniziativa popolare "per un clima sano", detta iniziativa "per i ghiacciai", intende ridurre le emissioni di gas serra climalteranti della Svizzera a un saldo netto pari a zero entro il 2050 ed esige che, a partire da tale data, in linea di principio non possano più essere messi in circolazione carburanti e combustibili fossili. Non si può certo negare che non sia una proposta ambiziosa. Infatti, gli obiettivi sono magari anche raggiungibili, ma a che costo e con quali ripercussioni sulla vita dei cittadini e sull'economia?

Il cambiamento climatico, oramai non lo nega quasi più nessuno. Ci si può interrogare sulla reale incidenza dell'essere umano sul fenomeno e, ancora più importante, sui mezzi per cercare di rendere il nostro pianeta più ecosostenibile.

È innegabile che la tematica del clima va affrontata a livello globale, perché agendo solamente in Svizzera otterremo come risultato di pulirci la coscienza, ma non dei risultati tangibili sul piano globale. È innegabile che la Svizzera sia tra i paesi più rispettosi dell'ambiente, e non lo dico io. Non lo dice neanche l'UDC. Lo dice uno studio riconosciuto a livello mondiale, elaborato da Yale University, che conferma che la Svizzera è costantemente nei primi tre ranghi. Questo studio analizza una quindicina di criteri quali la qualità dell'aria e dell'acqua, le emissioni, l'impatto dell'agricoltura sull'ecosistema, la biodiversità, la qualità del pescato, la gestione dei rifiuti, ecc.



Ancora nel 2020, la Svizzera si posizionava al terzo rango con 81,5 punti, staccata di solo un punto dalla Danimarca che figura al primo posto. Possiamo pertanto sostenere con orgoglio che il nostro paese fa molto per il rispetto dell'ambiente.

Si può fare di più e meglio? Certamente sì! È però sul come che non sono d'accordo con gli autori dell'iniziativa. L'iniziativa "per i ghiacciai" non è la soluzione ai problemi ambientali, perché è estrema. Definisce che entro il 2050 non potranno più essere messi in commercio carburanti e combustibili fossili. Ai cittadini che saranno chiamati a votare su questa iniziativa bisognerebbe che i loro promotori spiegassero come sostituiremo per esempio tutte le automobili a combustione con auto elettriche, quando già oggi non abbiamo energia elettrica a sufficienza per far funzionare il paese. Bisognerebbe spiegare, ad esempio, come risolveremo la mancanza di 40 terawattora, che corrispondono al 66 per cento del fabbisogno elettrico attuale, prospettato entro il 2050. E sarebbe utile che i promotori ci spiegassero di cosa vivremo se di fatto bloccheremo l'economia e i consumi. L'esperienza che stiamo vivendo con l'evidente fallimento della strategia energetica è sotto gli occhi di tutti e dovrebbe invitarci alla prudenza, evitando di cadere nuovamente nell'idealismo a scapito della ragionevolezza. Il nostro paese, negli ultimi trent'anni ha ridotto le emissioni pro capite del 33 per cento. Si tratta di un risultato importantissimo che è stato in parte vanificato con la forte immigrazione. Ma in tutti i casi, la riduzione delle emissioni nel nostro paese si attesta comunque al 14,5 per cento. La Svizzera produce 4,3 tonnellate di emissioni pro capite. Se facciamo un paragone con altri paesi vediamo che la Germania ne produce 9, l'Austria 7 e gli Stati Uniti d'America ben 16.

La soluzione per migliorare ulteriormente il nostro impatto ambientale è una sola: continuare a creare condizioni quadro ideali per investire nella ricerca e nel progresso tecnologico. La Svizzera ha le competenze, le capacità e la possibilità di incidere a livello globale anche su questo tema. Ma deve agire in modo proattivo, evitando di far capo a tasse e soprattutto proibizioni estreme come proposte con questa iniziativa.

Vi invito quindi a bocciare questa iniziativa, incluso il controprogetto, e a continuare invece a credere nel progresso tecnologico che si è sempre rilevato il miglior strumento per migliorare la qualità di vita e anche aumentare la protezione del nostro ambiente.

Gysin Greta (G, TI): Proprio negli scorsi giorni è stato presentato il nuovo rapporto IPCC sul clima. Il rapporto conferma quelli precedenti: il cambiamento climatico sta avvenendo ad una velocità sempre maggiore e siamo sempre più vicini al punto di non ritorno.

I nostri ghiacciai, con un riscaldamento globale di 1,5 gradi, scompariranno praticamente del tutto. Questo è ormai certo. Ma le conseguenze del cambiamento climatico saranno molto più pesanti e di ben altra portata. Già oggi il cambiamento climatico non è più visibile solo nei modelli matematici degli scienziati. Lo viviamo sulla nostra pelle, nel nostro quotidiano, sull'uscio di casa, e in futuro sarà sempre peggio: incendi boschivi più frequenti e gravi, periodi di siccità più lunghi, eventi meteorologici estremi, afa mortale, inondazioni. L'agricoltura soffrirà, diminuiranno i raccolti ed aumenterà la fame. Il cambiamento climatico minaccia seriamente la vita su buona parte della terra. Porterà miseria, guerre, migliaia e milioni di rifugiati climatici. Sarà una lotta per la sopravvivenza.

A tutti quelli che ora pensano che io stia esagerando dico: andate a leggere i rapporti, fidatevi della scienza e degli scienziati, aprite gli occhi perché chiuderli di fronte alla realtà, per quanto cruda e dura sia, non aiuterà minimamente a risolvere i problemi.

Le rivendicazioni dell'iniziativa "per i ghiacciai" non riprendono altro che ciò che la scienza ci dice da tempo: dobbiamo arrivare al netto zero entro il 2050, o le conseguenze saranno veramente catastrofiche. In realtà, vista l'inerzia della politica climatica e il grande ritardo accumulato, l'obiettivo del netto zero dovrebbe essere raggiunto prima del 2050. Rispetto all'urgenza climatica e alla necessità d'intervenire, l'iniziativa "per i ghiacciai" è quindi in realtà fin troppo moderata. Altro che estrema, collega Marchesi, è estremamente moderata, chiede troppo poco questa iniziativa!

Ogni proposta che indebolisce le rivendicazioni dell'iniziativa è irresponsabile. Lo è il controprogetto del Consiglio federale e della maggioranza commissionale. E lo sono ancora di più tutti quelli che da questo pulpito, ancora oggi, negano l'origine antropica del cambiamento climatico.

Tutti quelli che lo hanno fatto non sono all'altezza della sfida che ci aspetta. È una sfida, quella climatica, che a

AB 2022 N 139 / BO 2022 N 139

differenza delle tante altre che dobbiamo affrontare non possiamo permetterci di perdere.

Se per qualche irrazionale motivo la scienza climatica non vi convince, lasciatevi almeno convincere dalla realtà bellica di questi giorni. La nostra dipendenza dalle energie fossili ci rende vulnerabili e dipendenti da Stati dispotici e bellicosi, con cui sarebbe meglio non avere nulla in comune. La svolta climatica è urgente



anche per questo: per ridurre la dipendenza dall'estero, produrre più energia verde locale, creare posti di lavoro in Svizzera e andare sempre più verso l'indipendenza energetica.

Io sono d'accordo di aumentare il budget per la sicurezza di 2 miliardi di franchi, ma allora aumentiamo il budget per la sicurezza vera, per l'indipendenza energetica dall'estero. Investiamo nelle energie rinnovabili. Investiamo nella svolta climatica. Questi sono 2 miliardi spesi bene, non quelli per aumentare il budget dell'esercito. Quella non è la vera sicurezza. Non è quella la minaccia che dobbiamo affrontare oggi.

Sono cinquant'anni che sappiamo dell'evidenza scientifica del cambiamento climatico, cinquant'anni. Abbiamo fatto troppo poco e abbiamo perso tanto tempo. Forse troppo. Oggi ci troviamo ad un bivio. Possiamo scegliere la strada – scegliamo quella giusta, per i nostri figli e per le future generazioni. Abbiamo la responsabilità di non condannarli ad un vicolo cieco.

Votate sì all'iniziativa "per i ghiacciai"!

Walliser Bruno (V, ZH): Vorweg: Ich sage klar Nein zur Volksinitiative "für ein gesundes Klima (Gletscher-Initiative)" und auch klar Nein zum Gegenentwurf.

Die Volksinitiative will die Treibhausgasemissionen der Schweiz bis 2050 auf netto null senken und verlangt, dass ab diesem Zeitpunkt keine fossilen Brenn- und Treibstoffe mehr in Verkehr gebracht werden dürfen. Haben Sie schon wieder vergessen, dass das Volk zum CO₂-Gesetz Nein gesagt hat? Es ist offensichtlich: Die bundesrätliche Energiestrategie 2050 ist gescheitert. Führende Vertreter der Wirtschaft, des Bundes und der Wissenschaft sind sich da einig. Eine Strommangellage ist eine grosse Bedrohung für unser Land und wird bereits in zwei oder drei Jahren Realität. Atomkraftwerke abstellen, Gas und Öl verbieten – was alles noch? Wie wollen Sie zukünftig in der Schweiz heizen, wenn wir nicht genügend Strom zur Verfügung haben? Auch Wärmepumpen laufen nur mit Strom. Elektroautos fahren, wie der Name schon sagt, nur mit Strom.

Wir haben eine Verantwortung gegenüber unserer Bevölkerung. Eine Strommangellage hätte bedrohende Folgen für die Menschen, die Arbeitsplätze und den Wohlstand und hätte viel drastischere Auswirkungen auf unser Land als die Corona-Krise. Eine Strommangellage würde alle Menschen in der Schweiz treffen. Ohne Strom bricht das ganze Leben zusammen. Nahrungsmittel und andere Produkte des täglichen Bedarfs werden knapp, die Versorgung mit Geld ist nicht mehr gewährleistet. Heizen, Kochen, Duschen und vieles mehr ist nicht mehr möglich. Die Gesundheitsversorgung, der Verkehr und viel anderes werden zum Erliegen kommen.

Setzen wir realistische Ziele in der Klimapolitik. Die Umsetzung der CO₂-Reduktionsziele muss zugunsten einer sicheren inländischen Energieversorgung aufgeschoben werden.

Darum braucht es ein Nein zur Gletscher-Initiative und ein Nein zum Gegenentwurf.

Molina Fabian (S, ZH): Ich habe mir diese Debatte jetzt lange angehört. Ich muss sagen, angesichts der enormen Herausforderungen, mit denen die Welt und unser Land konfrontiert sind, angesichts der Notwendigkeit, unser Land möglichst schnell klimaneutral zu machen und uns aus der Geiselhaft autoritärer Staaten bei der Energieversorgung zu befreien, sind die Nebelpetarden, die Problembewirtschaftung, die Angstmacherei der SVP-Fraktion in diesem Zusammenhang wirklich unerträglich und unverantwortlich. Ich habe von Ihnen gestern und heute noch keinen einzigen – keinen einzigen! – brauchbaren Vorschlag gehört, wie wir auf den Klimawandel und die industrielle Revolution, die sich anbahnt, reagieren sollen.

Die Lösungen liegen eigentlich auf dem Tisch: Mit der Mantelvorlage wird der Ausbau erneuerbarer Energien massiv vorangetrieben. Die Beschleunigung der Verfahren ist aufgegleist und kann weiter vorangetrieben werden. Den Ersatz von Heizungen und damit die Steigerung der Energieeffizienz um einen Drittel können Sie heute mit dem Antrag Nordmann beschliessen und damit, so sagt es die Forschung, den Energiebedarf im Inland reduzieren. Der Bundesrat hat ein neues CO₂-Gesetz in die Vernehmlassung gegeben, und heute diskutieren wir über die Gletscher-Initiative und den direkten Gegenvorschlag, mit denen wir dafür sorgen können, dass unser Land so rasch wie möglich klimaneutral wird und damit auf der Höhe der Zeit ist.

Das Einzige, was Ihnen einfällt, ist es, eine neue AKW-Debatte zu lancieren. Das ist absurd! Bis neue AKW stünden, würden dreissig Jahre vergehen. Niemand will in AKW investieren, und wir wären weiterhin von Uran aus Russland abhängig. Der deutsche Finanzminister hat es richtig gesagt: Es ist an der Zeit, dass wir die Freiheitsenergien mit massiven öffentlichen Investitionen vorantreiben, dafür sorgen, dass die Menschen in unserem Land endlich klimaneutral leben können, und dass wir die nächste industrielle Revolution vorantreiben und für die Menschen so gestalten, dass wir alle davon profitieren.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen, die Gletscher-Initiative, den direkten Gegenvorschlag und die entsprechenden Minderheitsanträge anzunehmen.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Kollege Molina, es stört mich wirklich, wenn man sagt, die SVP habe keine Lösungen präsentiert. Haben Sie unser dreissigseitiges Positionspapier zur Energiestrategie gelesen und die



Lösungen, die wir Ihnen dort unterbreiten, angeschaut, oder haben Sie das nicht getan?

Molina Fabian (S, ZH): Vielen Dank für diese Frage, Herr Kollege Egger. Das Einzige, was die SVP macht: Sie macht den Menschen Angst. Die SVP macht den Menschen Angst, dass man in Zukunft nicht mehr heizen könne und dass die Energiepreise steigen. Das wird passieren, Herr Egger, aber nur dann, wenn wir Ihren Rezepten folgen und jetzt nicht massiv investieren, wenn wir unser Land nicht endlich auf die industrielle Revolution, die sich anbahnt, vorbereiten und wenn wir nicht dafür sorgen, dass alle Menschen kostengünstig klimaneutral leben können.

Rösti Albert (V, BE): Herr Molina, Sie müssen jetzt etwas bremsen mit Ihren Aussagen gegen die SVP! Ist es richtig, dass es nicht die SVP war, sondern dass es die Elcom mit ihrem Präsidenten, alt Ständerat Luginbühl, der die Energiestrategie massiv unterstützt hat, und das Bundesamt für Bevölkerungsschutz waren, die neutral gesagt haben, die grösste Gefahr für dieses Land wäre eine Stromlücke? Waren es diese Institutionen – ja oder nein?

Molina Fabian (S, ZH): Ist es richtig, Herr Kollege Rösti, dass Sie nach wie vor Lobbyist für die Erdölvereinigung Avenergy Suisse sind und damit die veraltete Technologie aufrechterhalten wollen, sodass wir weiterhin am Tropf autoritärer Staaten hängen?

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Kollege Molina, glauben Sie, dass Sie etwas zur Diskussionskultur in diesem Land beitragen, wenn Sie sagen, Ihre Lösung sei brauchbar und alles andere unbrauchbar?

Molina Fabian (S, ZH): Glauben Sie, Herr Kollege Schwander, dass die SVP etwas zur Zukunft dieses Landes beiträgt, wenn sie einfach alles blockiert, den Leuten Angst macht und Probleme bewirtschaftet, statt endlich die Lösungen nicht mehr zu verhindern, die auf dem Tisch liegen, die gut sind, die unser Land klimaneutral machen, die uns auf die nächste industrielle Revolution vorbereiten und die massive Investitionen in unseren Standort ermöglichen?

AB 2022 N 140 / BO 2022 N 140

Pointet François (GL, VD): Il y a des périodes compliquées et nous en vivons une. Tout d'abord en raison de la pandémie, puis à la suite du réveil des vieux démons de guerre en Europe. Mais ces épisodes immédiats ne doivent pas détourner notre regard du danger, peut-être moins imminent, mais qui peut nous conduire vers un désastre, que représente le changement climatique. Le rapport du GIEC est là pour le rappeler.

Même si le temps presse, même si nous avons l'impression que les mesures que nous prenons et que les changements de comportement ne sont pas suffisants, je ne suis pas ici pour faire du catastrophisme. C'est un souffle d'optimisme que je veux transmettre, toujours convaincu que nous avons les moyens de relever les défis qui se présentent sans mettre en danger notre qualité de vie. Ces défis restent des opportunités pour l'innovation et l'économie.

Je comprends l'impatience des initiants et je salue leur approche. Il est vrai que notre utilisation d'énergie fossile doit drastiquement diminuer, voire disparaître; les événements de ces derniers jours à l'est de l'Europe ne font que renforcer cela d'un point de vue purement géostratégique. Mais il faut reconnaître qu'il sera extrêmement difficile de remplacer intégralement les énergies fossiles, et l'impatience ne doit pas nous pousser dans des blocages: nous n'en avons plus le temps. Ne risquons pas de perdre le soutien de la population avec des solutions qui font peur; laissons la possibilité de définir des exceptions dans la loi, tout en mettant en place des méthodes de compensation des gaz à effet de serre fiables et efficaces.

Le mécanisme de compensation des émissions de gaz à effet de serre proposé par le Conseil fédéral et les initiants doit être mis en oeuvre uniquement par des "puits de gaz à effet de serre sûrs". Une telle formulation exclurait l'utilisation de carburants synthétiques. En effet, la production de CO₂ par de tels carburants devrait être compensée dans des puits dits définitif et elle ne pourrait pas être capturée pour la production de carburants synthétiques. Ne fermons pas, par précipitation à nouveau, la porte à des réponses techniques qui font partie de la solution.

En bref, le texte, que ce soit le contre-projet ou l'initiative, sur certains points, pourrait nous conduire à des blocages dans notre recherche de solutions. Un contre-projet indirect permettrait de mettre sur les rails un cadre ambitieux pour atteindre les objectifs que nous avons acceptés en signant l'Accord de Paris. Et sans céder à la panique, toujours sous le souffle de l'optimisme, nous pourrions aller plus vite; voilà un bénéfice que nous devons absolument encaisser.



Pour conclure, travaillons à un contre-projet direct ambitieux et majoritairement soutenu par la population. D'ici là, je soutiendrai l'initiative et le contre-projet direct avec une préférence pour le pragmatisme du contre-projet.

Egger Mike (V, SG): Eines vorweg: Auch der SVP ist eine vernünftige und nachhaltige Umwelt- und Energiepolitik wichtig, aber sie muss gesellschaftlich und wirtschaftlich verträglich sein. Die links-grüne Politik in diesem Zusammenhang ist aber unehrlich, beruht auf falschen Versprechungen und ist äusserst realitätsfremd. Es werden politische Vorstösse, verschiedenste Gesetzesvorlagen sowie Initiativen in einer regelrechten Massenproduktion vorangetrieben. Selbstverständlich ist das Ihr gutes politisches Recht. Es ist aber bedenklich, wenn man immer mehr bemerkt, dass das ganzheitliche Denken gänzlich fehlt.

Links-Grün möchte mit der Gletscher-Initiative das Netto-null-Ziel bis 2050 in der Bundesverfassung verankern. Gleichzeitig fordert die SP-Bundesrätin aufgrund der verfehlten Energiestrategie 2050, für welche ebenfalls Links-Grün verantwortlich ist, den Zubau von Gaskraftwerken. Gaskraftwerke sind nach Kohlekraftwerken nicht nur die zweitschmutzigste Art, um Energie zu erzeugen, sondern – wie das schon einige in diesem Rat richtig festgestellt haben – sie machen uns auch von anderen Staaten abhängig. Die Energiestrategie 2050, die einst als fortschrittlich bejubelt wurde, entpuppt sich heute als eine rückwärtsgewandte Strategie, die unser Land zurück in die Steinzeit katapultiert. Dazu sagen wir von der SVP Nein.

Ich möchte Ihnen in drei Punkten aufzeigen, wie widersprüchlich die links-grüne Umwelt- und Energiepolitik tatsächlich eben ist:

1. Die Zuwanderung wird mit keiner Silbe erwähnt. In den letzten zwanzig Jahren hat es in diesem Land ein Bevölkerungswachstum von plus 1,5 Millionen Menschen gegeben. Das bedeutet, wir wachsen 16-mal schneller als Deutschland. Ein solches Wachstum bedeutet automatisch einen höheren Ressourcenverbrauch.
2. Bei der Energiestrategie 2050 hat man der Bevölkerung weisgemacht, der Wechsel von der Kernkraft hin zu erneuerbaren Energien sei kein Problem. Heute bestätigen Studien von der Empa und der Elcom, dass wir in Zukunft eine Stromversorgungslücke haben werden und bis 2050 rund 40 Terawattstunden zubauen müssen. Zwar haben wir uns dank der bürgerlichen Politik verbessert; seit 2001 ist nämlich der Pro-Kopf-Konsum von Strom um 10,3 Prozent zurückgegangen. In absoluten Zahlen resultiert aber eben eine Zunahme von 6,4 Prozent. Das bedeutet einen Mehrbedarf von 3,5 Terawattstunden pro Jahr, und das entspricht in etwa der Leistung des rückgebauten AKW Mühleberg.
3. Jetzt kommen Sie noch mit dieser unsäglichen Gletscher-Initiative. Man will jetzt auch noch die Dekarbonisierung in diesem Land vorantreiben, indem man fossile Brennstoffe verbieten möchte. Es hat Auswirkungen im Verkehr, wenn Sie da alles elektrifizieren. Was bedeutet das? Einmal mehr: Die Nachfrage nach Strom wird steigen.

Dann noch ein Wort zu den Fakten bezüglich Treibhausgasemissionen: Von 1990 bis 2019 ist es uns in diesem Land gelungen, eine Pro-Kopf-Reduktion um 33 Prozent zu erreichen. Das bedeutet, pro Kopf gerechnet erreichen wir als Schweiz wahrscheinlich als einziges Industrieland auf der Welt die Zwischenziele des Pariser Abkommens. Aber natürlich: Gesamthaft gesehen sind es nur 15 Prozent.

Es ist jetzt Zeit, die rosarote Brille endlich abzusetzen. Die Energiestrategie 2050 ist gescheitert. Die Schweiz schlittert dank der verträumten links-grünen Politik in eine absehbare Katastrophe, welche dieses Land Milliarden kosten wird. Die links-grüne Zuwanderungspolitik führt zum Vorhandensein von immer mehr Menschen in der Schweiz, welche immer mehr Ressourcen verbrauchen und somit sämtliche Bemühungen der Schweiz in puncto Umwelt- und Energiepolitik zunichtemachen.

Die Gletscher-Initiative ist ein Etikettenschwindel, denn Fakt ist, dass mit dieser Initiative weder ein Gletscher gerettet noch das Temperaturziel in Bezug auf die Erderwärmung in einem Schweizer Alleingang erreicht werden kann. Mit dieser Initiative werden einzig neue und teure Verbote eingeführt.

Zu guter Letzt rufe ich die Medien dazu auf, endlich die unzähligen Forderungen von Links-Grün einer kritischen Prüfung zu unterziehen und entsprechend über die Widersprüchlichkeit dieser Politik zu berichten.

Ich bitte Sie: Sagen wir Nein zu einer widersprüchlichen Politik, sagen wir Nein zu dieser Initiative, sagen wir Nein zum direkten Gegenvorschlag. Die SVP bietet aber Hand in Bezug auf die Ausarbeitung eines indirekten Gegenvorschlages.

Wettstein Felix (G, SO): Herr Kollege Egger Mike, Sie haben vorhin, als Herr Molina am Pult stand, wo Sie jetzt stehen, gefragt: "Herr Molina, kennen Sie die dreissigseitige Energiestrategie der SVP nicht?" Wieswegen haben Sie Ihre fünf Minuten und zwanzig Sekunden nicht dazu genutzt, um auch nur einen Satz – einen Satz! – aus Ihrer Energiestrategie zu präsentieren, sondern die ganze Zeit nur darauf verwendet, zu sagen, was die anderen falsch machen?



Egger Mike (V, SG): Herr Wettstein, das kann ich Ihnen ganz einfach beantworten. Wir haben zwar eine ausführliche Pressekonferenz zu diesem Thema abgehalten, aber ich zähle Ihnen gerne einige Punkte aus diesem Papier auf, beispielsweise wie wir die Stromversorgungslücke schliessen möchten. Wir haben das ganz klar aufgezeigt: 24 Terawattstunden möchten wir mit dem Zubau bei der Atomkraft bzw. der Laufzeitverlängerung der Atomkraftwerke erreichen; 11 Terawattstunden – und das mag Sie jetzt erstaunen, aber das sagen wir ganz klar – kann die Fotovoltaik mit der notwendigen

AB 2022 N 141 / BO 2022 N 141

Speichertechnologie beitragen; etwa 3 bis 4 Terawattstunden sehen wir im Bereich der weiteren erneuerbaren Energien; und weitere 2 Terawattstunden sehen wir im Bereich der Biogasanlagen.

Fivaz Fabien (G, NE): Lors du lancement de l'initiative pour les glaciers, en 2019, l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 semblait encore ambitieux, même extrême pour certains. Aujourd'hui, rares sont ceux qui remettent cette échéance en question, sinon pour dire que ce sera déjà trop tard.

L'initiative a atteint le nombre requis de signatures en à peine plus de six mois, preuve que le climat préoccupe très largement les Suissesses et les Suisses et que les attentes sont très grandes. Enfin, il est temps d'ancrer dans la Constitution les objectifs de l'Accord de Paris, qui vise à contenir le réchauffement climatique et éviter une catastrophe.

Comme les changements climatiques, les avancées scientifiques vont, dans ce domaine, très vite. Ces derniers mois, les deux premiers volets du sixième rapport d'évaluation du GIEC ont montré que nous devons aller plus loin et plus vite pour éviter des conséquences dramatiques. La température moyenne mondiale s'est réchauffée de 1,1 degré depuis le début de l'industrialisation et le GIEC estime que le seuil de 1,5 degré pourrait déjà être atteint en 2030, soit dix ans plus tôt qu'escompté.

La Suisse est particulièrement touchée. Le réchauffement, chez nous, a déjà atteint 2 degrés. Ces 2 degrés représentent également l'augmentation de la température mondiale qu'il faut éviter à tout prix selon l'Accord de Paris. Selon les scénarios climatiques, ces températures continueront d'augmenter, par notre inaction, d'une valeur comprise entre 0,6 et 5,4 degrés d'ici la fin du siècle, en fonction de nos efforts.

Nous n'avons plus le temps de tergiverser! Nous n'avons plus le temps de discuter si l'interdiction des carburants et combustibles fossiles doit être conditionnée à une viabilité économique. Les changements climatiques ont déjà des conséquences catastrophiques, y compris économiques. Dans le canton de Neuchâtel, nous avons vécu, en l'espace de deux ans, deux épisodes très graves qui ont marqué les esprits: à Dombresson, puis, l'an passé, à Cressier.

Nous ne pouvons laisser faire. Laisser faire aurait des conséquences environnementales, mais également économiques et sociales, dramatiques.

Les coûts économiques de l'inaction en matière de réchauffement climatique sont colossaux. Cette inaction exacerbe également les inégalités sociales, notamment entre les pays riches et les pays pauvres, ainsi qu'au sein de la population.

L'objectif de la neutralité carbone en 2050 n'est plus remise en question. Les villes, les cantons, les pays voisins, tout le monde s'aligne. Mais un objectif seul ne vaut rien. Il faut se donner les moyens de l'atteindre, fixer des échéances intermédiaires et les tenir. Il faut savoir prendre les mesures nécessaires pour y parvenir. La fin des carburants et combustibles fossiles est simplement inéluctable. Le contre-projet direct qui nous est proposé aujourd'hui est donc inutile. Il affaiblit en outre le message de l'initiative qui, lui, est clair et cohérent. Il paraît inopportun de s'écharper sur les termes que l'on introduirait dans la Constitution. Il est évident que le véritable enjeu est l'application des objectifs de l'initiative dans les textes de loi et donc dans le contenu du contre-projet indirect qui est en cours d'élaboration.

La Suisse se doit d'être exemplaire dans ses objectifs de lutte contre les changements climatiques pour deux raisons. D'une part, en tant que pays développé, la Suisse est largement responsable de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Nous devons assumer notre part. D'autre part, notre tissu économique et académique offre un terreau favorable à la recherche de solutions. Notre mix électrique largement décarboné constitue également pour nous un avantage de taille. En tant que pays particulièrement touché par la hausse des températures et les autres conséquences négatives de la crise climatique, il est essentiel que notre réponse soit forte. Nous devons montrer l'exemple et inciter les autres nations à prendre des mesures similaires, qui auront un impact positif pour toutes et tous.

Vu le réchauffement plus rapide que prévu, le bilan climatique de la Suisse devrait devenir positif au plus tard en 2040. Les émissions internes et externes doivent diminuer de moitié d'ici 2030. Cette transition doit en outre être accompagnée de mesures sociales fortes afin d'éviter une société à deux vitesses, entre ceux qui



peuvent prendre le virage et ceux qui sont laissés au bord du chemin.
Pour nos glaciers, pour nos enfants, nous devons agir maintenant.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Monsieur Fivaz, je voudrais reprendre la question de M. Wettstein, mais cette fois-ci à votre attention. Concrètement, dans votre politique énergétique, qu'est-ce que vous apportez? Est-ce que vous seriez prêt par exemple à soutenir la production de chaque kilowattheure, je dis bien de chaque kilowattheure, d'énergie renouvelable propre et indigène par l'éolien et la petite hydraulique?

Fivaz Fabien (G, NE): Au point où nous en sommes, nous devons effectivement être clairs: n'importe quelle source d'énergie renouvelable doit être favorisée en Suisse. Si vous me posez la question personnellement, je vous répondrai que je suis favorable à l'éolien et à l'énergie hydroélectrique. Vous posez la question, mais le GIEC le dit dans son rapport. Votre question est celle de savoir si, au niveau de la biodiversité, on est prêt à ne rien faire. N'oubliez pas que les deux choses sont liées, que la crise climatique et la crise de la biodiversité vont ensemble. Dans ce sens, nous ne pouvons pas faire des compromis qui laissent de côté la solution de l'une et ne favorisent pas non plus la solution de l'autre.

Storni Bruno (S, TI): Stiamo discutendo di un'iniziativa che vuole inserire la protezione del clima come obiettivo nella Costituzione. Non c'è però chiarezza sugli obiettivi intermedi. Forse diventerà una nuova disposizione della legge sulla riduzione delle emissioni di CO₂, come lo propone la commissione, ma rimarremo nel declamatorio, perché senza precisare le misure che permetteranno di raggiungere gli obiettivi, non avremo fatto molto. Chiaramente, sosterrò l'iniziativa e il controprogetto diretto del Consiglio federale.

Per le misure concrete, abbiamo in cantiere la legge federale su un approvvigionamento elettrico sicuro con le energie rinnovabili, che è sul tavolo del Consiglio degli Stati, e una proposta di revisione della legge sul CO₂, che è in consultazione. Purtroppo, di nuovo, come per la legge sul CO₂ lo scorso anno, e come per la Strategia energetica 2050 approvata dal popolo cinque anni fa, l'UDC vi si oppone, sempre con i medesimi argomenti, accusando chi sostiene l'iniziativa di proseguire degli obiettivi illusori.

Sentiamo oggi esattamente quanto l'UDC raccontava cinque-sei anni fa, quando ad esempio puntava il dito sull'obiettivo di aumento a 11,5 terawattora del nuovo rinnovabile per il 2030, previsto nella Strategia energetica 2050. Lo si descriveva irrealizzabile, dieci volte la produzione elettrica della Maggia, un'utopia frutto di ideologie rosso-verdi, irrealizzabile nella pratica.

Oggi, l'UDC declama che la Strategia energetica 2050 sarebbe fallita, e chiama alla mobilitazione energetica con tanto di generale. No, non è così! Guardiamo ai fatti: ad esempio, l'energia che produceva la centrale nucleare di Mühleberg chiusa nel 2019 è già stata compensata dal fotovoltaico che, nel 2021, ha superato quanto produceva il reattore bernese.

Al declamatorio preferisco i numeri. La crescita del nuovo rinnovabile, seppure con il freno a mano tirato, è in linea con quanto previsto nella Strategia energetica 2050. Nel 2020 eravamo a 4,7 terawattora, ossia 300 gigawattora più dell'obiettivo, e siamo sulla giusta strada per gli 11,5 terawattora previsti per il 2035. Anche per l'idroelettrico, che nel frattempo è cresciuto a 36 terawattora, siamo in linea con l'obiettivo di 37 terawattora previsto per il 2035 nella Strategia energetica 2050.

Il consumo pro capite di elettricità è in costante diminuzione. Dobbiamo poi considerare vari fattori: in questi anni la popolazione ha continuato a crescere; vengono

AB 2022 N 142 / BO 2022 N 142

realizzate 50 000 unità abitative all'anno; abbiamo messo in circolazione 100 000 auto elettriche plug-in; abbiamo installato 25 000 pompe di calore all'anno; abbiamo la più grande densità di data center al mondo con un consumo di 2,3 per cento dell'energia elettrica del paese.

Chiaramente non basta. Il settore del fotovoltaico dovrà crescere più rapidamente, e lo sviluppo porterà a delle soluzioni anche per i tetti esistenti, quindi anche per impianti privati. Si dovranno garantire tariffe di immissione in rete tali da permettere un ammortamento in tempi sostenibili. Progrediremo lavorando su tanti fronti, soprattutto dove la tecnologia c'è e la resa economica pure. In parallelo si dovranno sviluppare soluzioni per lo stoccaggio dell'esubero estivo verso l'inverno.

Si continua anche nel campo della ricerca. Dopo la decisione di non realizzare nuovi centrali nucleari, la spesa per la ricerca è passata da 200 a 400 milioni di franchi, e questi mezzi comprendono anche una fetta per il nucleare – tanto per chiarire che non esiste un divieto tecnologico. Sono tanti gli indicatori che dimostrano il contrario di quanto declamano coloro che continuano a parlare di fallimento.

Invito il gruppo dell'UDC a leggere il rapporto di monitoraggio sulla strategia energetica pubblicato annualmente dall'Ufficio federale dell'energia. Dobbiamo smetterla di diffondere ipotesi pessimistiche proiettando il passato



nel futuro. Raggiungere l'obiettivo netto zero, come chiede l'iniziativa "per i ghiacciai", è possibile. Non sarà semplice ma è fattibile, possiamo dotarci dei mezzi necessari per farcela. La sfida è a livello globale e noi dobbiamo fare la nostra parte.

Borloz Frédéric (RL, VD): L'iniziativa pour les glaciers, cela a été dit, a pour but de sauver les Alpes et de préserver la qualité de vie des gens qui vivent dans cette région-là. En fait, elle propose quatre volets: d'abord, un transfert conséquent des transports de la route au rail; ensuite des objectifs de réduction de CO2 pour chaque nouvelle immatriculation; de plus, l'ajout d'un élément CO2 à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations; enfin, des encouragements aux innovations technologiques.

Dès son lancement, je ne vous cache pas que j'ai eu de la sympathie pour cette initiative. Il me semble effectivement que la question du climat dépasse les clivages partisans. Je regrette d'ailleurs certains propos très clivants qui ont été prononcés à cette tribune. Je suis sûr que cela ne se reproduira plus. Je dois reconnaître que ma sympathie à l'égard de cette initiative était pleine et entière.

La question du climat nous préoccupe. Individuellement, les comportements changent. Economiquement, les entreprises multiplient les mesures. Elles sont nombreuses, une grande majorité, à entreprendre des actions précisément pour diminuer leurs émissions de CO2. Les pouvoirs politiques, qu'ils soient communaux, cantonaux ou fédéral, multiplient les décisions, multiplient les actions pour diminuer les émissions de CO2.

Alors, entre le moment où cette initiative a été déposée et aujourd'hui, le monde a un peu changé, la Suisse a un peu changé. Le contre-projet direct du Conseil fédéral tient compte finalement de ces évolutions, des changements, des circonstances qui entourent la question climatique. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, c'est vrai, je vais soutenir le contre-projet direct du Conseil fédéral. Je sais aussi que beaucoup d'entre vous critiquent justement la situation en disant qu'elle n'évolue pas assez vite, qu'il n'y a pas assez de progrès, alors que véritablement ces changements se multiplient. Je pense qu'il vaut mieux les encourager plutôt que de blâmer les gens parce qu'ils ne modifient pas leur comportement, de blâmer les entrepreneurs parce qu'ils n'adaptent pas leur manière de travailler. Ce n'est pas le cas, c'est en train de changer. Si on n'arrive pas encore à le mesurer, le changement est en cours.

S'il y a une chose à laquelle il faut veiller en politique, c'est que, de temps en temps, il faut proposer des mesures concrètes, des mesures qui sont efficaces, des mesures qui ont un effet immédiat. Je dois aussi dire que, si je soutiendrai le contre-projet du Conseil fédéral, j'ai également de la sympathie pour deux propositions individuelles qui seront présentées: la proposition Nordmann et la proposition Romano. Toutes deux permettent d'imaginer des mesures concrètes qui seront visibles pour la population et qui seront efficaces et mesurables. Je sais aussi que la commission concernée, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, emmenée par son excellent président, Jacques Bourgeois, est en train de travailler sur un contre-projet indirect. Sans doute que celui-ci sera encore plus fin que le contre-projet du Conseil fédéral et permettra de mieux encore adapter nos décisions aux circonstances et aux évolutions qui sont en train d'avoir lieu dans notre société. Nous l'évaluerons et nous prendrons les décisions le moment venu, lorsqu'il nous sera présenté.

En attendant, je vous invite, comme d'autres, à soutenir le contre-projet du Conseil fédéral.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Pris par l'agression russe contre l'Ukraine, nous avons à peine noté la parution, lundi, du rapport du GIEC sur l'évolution du climat. La responsable de la délégation ukrainienne, lors de la séance plénière consacrée à l'adoption du rapport, a d'ailleurs fait un parallèle entre le changement climatique provoqué par l'homme et la guerre en Ukraine, les deux ayant, je cite: "les mêmes racines: les combustibles fossiles et notre dépendance vis-à-vis d'eux."

Si la parution du rapport du GIEC a été évincée de l'agenda médiatique, le sujet n'en demeure pas moins central pour notre société. C'est donc une bonne chose que nous soyons aussi nombreux et nombreuses à prendre la parole aujourd'hui dans le cadre du débat sur l'initiative pour les glaciers, qui veut sortir des énergies fossiles d'ici à 2050. Cela montre au moins que l'indifférence n'est plus de mise.

Depuis trente ans, le GIEC semble prêcher dans le désert. De nombreux scientifiques avouent leur agacement et leur découragement face à la trop lente prise de conscience de la majorité des populations des pays industrialisés, face aux attermoissements des femmes et des hommes politiques, face aux réticences des dirigeants économiques.

Néanmoins, contrairement au rapport publié en 2014, plus personne, en 2022, ne peut être sceptique ou attendre des preuves, estimant que l'état des connaissances serait insuffisant. Maintenant, nous sommes dans la phase où nous devons nous mettre d'accord sur les mesures à prendre et sur l'urgence, l'urgence d'agir. Il y a visiblement des différences sur ce point, entre les membres de notre conseil, en fonction de notre



parti et de notre connaissance du sujet.

Nos enfants devront gérer une multiplication d'événements extrêmes, nous les percevons déjà aujourd'hui en Suisse, pays alpin, montagneux, pays où les terres agricoles doivent être protégées face à l'urbanisation, pays où les conflits d'usage sont multiples – le territoire est petit –, et où la biodiversité est mise à mal.

Dans notre pays privilégié aussi, les défis se multiplient: sécheresse, glissements de terrain, migration, santé et bien-être, productivité alimentaire, biodiversité. Le rapprochement est désormais acté entre climatologie et écologie; l'interaction entre humain et écosystème est consacrée.

La bonne nouvelle est qu'il y a des solutions. Le rapport du GIEC souligne que l'être humain, l'économie, les manières dont nous construisons, dont nous consommons, dont nous nous déplaçons et dont nous produisons sont des domaines à influencer pour que les changements indispensables s'opèrent. Décider, planifier, agir. Bientôt, nous ne pourrons plus décider et planifier. Nous devons agir dans l'urgence, comme nous avons dû le faire pendant la crise pandémique. Nous voyons ce que cela coûte en termes financiers, humains et de cohésion sociale. Pour le faire correctement et efficacement, c'est donc maintenant que nous devons le faire. C'est dans ce contexte que je soutiendrai l'initiative pour les glaciers. C'est un signal que notre Parlement a pris la mesure du problème et que nous sommes prêts à y répondre, à répondre aux scientifiques, aux gens dans la rue, à un défi du XXI^e siècle. Nous devons nous engager dans un cadre clair et plus seulement pour des déclarations.

AB 2022 N 143 / BO 2022 N 143

Cette initiative pose des jalons pour atteindre des objectifs qui, s'ils sont ambitieux pour certains, sont surtout nécessaires. Si nous le voulons, la Suisse est en situation de faire cette transition. Nous avons les moyens financiers, des écoles de pointe. Nous avons des compétences entrepreneuriales et économiques très fortes. Nous sommes capables d'avancer. Il faut maintenant prendre la décision politique et faire un pacte pour le climat – je rejoins mon collègue Borloz – en Suisse comme un projet qui doit rassembler les parlementaires de tous les partis. Les tergiversations partisans ne sont pas possibles face à un défi de cette ampleur.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Die Gletscher schmelzen, und es wird wärmer. Es wird nasser, aber es wird auch trockener. Die Folgen des Klimawandels äussern sich unterschiedlich, aber gehen mit immer extremen und ungewohnteren Wettersituationen einher.

Wenn meine Hühner ihre winterliche Pause im Eierlegen schon vor Silvester beenden oder wenn ich im Frühling Laub rechnen muss, da die Kiwiblätter schon voll ausgebildet waren, als der Frost hereinbrach und sie absterben liess, dann sind das Anekdoten, die ich erzählen kann. Wenn ein Bauer das Wasser für die Kühe im Sommer mit dem Heli auf die Alp einfliegen muss, wenn er seine Rebberge Nacht für Nacht mit Frostkerzen heizen muss, dann regt das schon mehr zum Nachdenken an und kann ein grosses Loch in die Kassen des Betriebs reissen. Wenn ganze Inselstaaten dem steigenden Meeresspiegel zum Opfer fallen, wenn sich grüne Oasen in Wüsten verwandeln, dann bedroht das das Leben der Menschen vor Ort. Es raubt ihnen die Lebensgrundlage und treibt sie in die Flucht. Wir erleben das als Migration, die von den gleichen Leuten bekämpft wird, die sich gegen Klimaschutzmassnahmen stellen.

Der Klimawandel betrifft nicht nur die Gletscher und unsere Landschaft, sondern uns alle, seien wir nun direkt oder indirekt betroffen. Unsere Generation wird es wohl kaum erleben, dass die globalen Durchschnittstemperaturen wieder sinken und die Extremwetterereignisse zurückgehen, selbst dann nicht, wenn wir als Schweiz oder sogar wir als Weltbevölkerung es schaffen, bis 2040 oder 2050 keine Treibhausgase mehr auszustossen. CO₂ als wichtigstes Treibhausgas baut sich nämlich nur sehr langsam ab und wird noch lange in der Atmosphäre bleiben und das Klima aufheizen. Alles, was wir heute zu viel emittieren, belastet unsere Kinder und Enkel, und es belastet heute und in der Zukunft jene Weltregionen, die bisher noch fast kein oder viel weniger CO₂ als wir emittiert haben.

Es ist also höchste Zeit, dass wir in der Schweiz dazu beitragen, unsere eigenen Emissionen auf ein Mass zu senken, das den Klimawandel nicht noch mehr anheizt. Ja, wir müssen sogar noch weiter gehen und noch vor Mitte des Jahrhunderts damit beginnen, CO₂ wieder aus der Atmosphäre zu holen. Je weniger wir emittieren, desto weniger CO₂ werden wir unter hohen, unter sehr hohen Kosten wieder zurückholen müssen. Alle Anstrengungen, die wir jetzt unternehmen, um Treibhausgase zu vermeiden, kommen uns in zehn, zwanzig Jahren mehrfach zugute.

Es ist also sowohl aus Sicht des Klimas wie auch aus Sicht der Wirtschaft wichtig, dass wir einen raschen Absenkpfad definieren, einen Absenkpfad, dessen Umsetzung mindestens linear oder, was eigentlich besser wäre, noch schneller erfolgt. Alles andere ist Augenwischerei zulasten der nachfolgenden Generationen. Alles andere zementiert das krachende Scheitern der bisherigen fossilen Energiepolitik. Was die Herren Imark und



Egger Mike immer wieder als linke Energiepolitik geisseln, hat nämlich noch gar nicht stattgefunden. Was Sie als linke Energiepolitik bezeichnen, sollten wir raschestmöglich umsetzen. Ich bezeichne es als Eigenversorgung mit Strom, als Eigenversorgung mit Wärme, ja sogar als Eigenversorgung mit Treibstoff, wenn Sie an Biogas oder synthetische Gase denken. Ich bezeichne es als sparsamen Umgang mit unseren Ressourcen, kurz als Energiesicherheit. Das sollte Ihnen und uns allen genauso am Herzen liegen wie die Ernährungssicherheit und die Sicherheit der Grenzen. Deshalb sollten Sie und alle hier Ja zur Gletscher-Initiative sagen.

Brunner Thomas (GL, SG): Wir haben einiges parteipolitisches Gezänk gehört. Wir können auch nüchtern zum eigentlichen Thema zurückkommen, und das ist eine Grundsatzfrage. Klar, den Kurztitel "Gletscher-Initiative" kann man mit einem Blick in den Rückspiegel assoziieren, denn was unsere Gletscher schwinden lässt, haben wir über Jahrzehnte durch Kamine und Auspuffe gejagt. In der Atmosphäre bleibt das dann aber eben noch sehr lange wirksam. Inhaltlich richtet sich die Volksinitiative "für ein gesundes Klima" nach vorne. Dies tut sie, indem sie eigentlich banale Forderungen des Pariser Übereinkommens in die Verfassung schreiben will, nämlich die Treibhausgasneutralität und die Abkehr von fossilen Energieträgern.

Nun wird bezweifelt, ob das umzusetzen innert dreissig Jahren überhaupt realistisch sei. Das ist es zweifellos, aber nicht im bisherigen Tempo. Denn noch immer wird zu vieles verwässert, zerredet, auf die lange Bank geschoben, durcheinandergebracht; wir haben es hier in diesem Saal während Stunden erlebt. Gehört aber diese Zielvorgabe überhaupt in die Verfassung? Nun, schaden würde so ein Volksauftrag an unser Parlament und auch an künftige Zusammensetzungen vielleicht nicht. Man muss aber auch zugeben, dass ein griffiger indirekter Gegenvorschlag schneller wirksam werden könnte – und Zeit ist in diesem Fall tatsächlich Geld, nämlich das Geld und die Handlungsfähigkeiten, also die Freiheiten künftiger Generationen.

Letztlich ist der Entscheid, die Periode Erdölzeitalter zu überwinden, keine Frage des Könnens, sondern des Wollens. Die Schweiz hat das erforderliche Know-how, sie hat auch die Ressourcen, die sie für diese Energiewende benötigt. Als Bonus für einen beherzten Aufbruch in eine enkelgerechte Zukunft winkt überdies die Reduzierung der Abhängigkeit von unberechenbaren Alleinherrschern in Regionen, die mit fossilen Energievorkommen "gesegnet" sind. Das ist nicht zu unterschätzen, wie wir spätestens seit dem erschreckend schmutzig ausgefallenen Donnerstag der letzten Woche wieder vor Augen geführt bekamen.

Mittelfristig sind Klimawandel und Artenverlust die bisher wohl grössten Herausforderungen der Menschheit. Sie sind aber auch Gelegenheit für unsere Willensnation, zu zeigen, was sie kann. Ich jedenfalls glaube an unsere Fähigkeiten, und genau dafür steht auch mein überzeugtes Ja zu dieser Initiative.

Wagen wir also die Zukunft, und orientieren wir uns nicht mehr weiter an Vergangem!

Rösti Albert (V, BE): Einige werden vielleicht schmunzeln, wenn ich meine Interessenbindung bekannt gebe. Es ist so, es ist auch bekannt: Ich bin Präsident der Brennstoffhändler. Es geht um die etwa 120 kleinen Lastwagenunternehmen, die das Heizöl auf die Wohnungen verteilen. Aber gerade aus dieser Perspektive frage ich Sie: Ist es richtig, dass die Leute möglichst rasch ihre Ölheizungen herausreissen müssen, um dann die neue Wärmepumpe, wie es aktuell aussieht, allenfalls mit Gas, mit Strom aus Gaskraftwerken speisen zu müssen?

Sie haben es gehört, ich habe "rasch" gesagt. Ich habe eine andere Philosophie. Die Lösung ist: Wir müssen zuerst Stromproduktionsanlagen bauen, damit wir eine Alternative zu den fossilen Energien haben. Auch ich stehe zu diesem Umbau, auch die SVP-Fraktion steht zu diesem Umbau. Wir wollen diesen Umbau, ansonsten hätten wir nicht die parlamentarische Initiative Girod 19.443 unterstützt, die die Förderung von neuen erneuerbaren Energien in allen Bereichen vorsieht. Wir müssen aber diesen Umbau zuerst realisieren.

Die Gletscher-Initiative geht von einem anderen Weg aus. Sie zielt auf die bestehenden Energiequellen. Da können Sie alle für sich in den Spiegel schauen: Sie alle nutzen fossile Energieträger in Ihrem Leben, und zwar im Durchschnitt zu etwa 70 Prozent. 70 Prozent unserer Energie stammen aus fossilen Quellen. Wenn Sie Zug fahren und auch wenn Sie eine Wärmepumpe haben – Sie haben x Produkte aus fossilen Energien. Da braucht niemand den anderen schräg

AB 2022 N 144 / BO 2022 N 144

anzuschauen, wir sind heute von diesen Energien abhängig. Wenn wir aussteigen müssen, dann braucht es zuerst Alternativen.

Dieser Ausstieg ist eine riesige Herausforderung. Von total 200 Terawattstunden Energie sind 60 aus Strom, das heisst, 140 müssen irgendwie ersetzt werden. Jetzt wird die Umwandlung in Strom etwas effizienter. Das heisst, es braucht eine Verdoppelung der Stromproduktion, wenn Sie diese Initiative umsetzen wollen. Da



müssen wir zuerst beweisen, dass wir das können. Die Gletscher-Initiative ist eine extreme Initiative, weil sie nicht einmal die Anerkennung von Negativemissionen zulässt, nicht einmal das. Sie ist so extrem, dass sie zu einer Verarmung unserer Bevölkerung führen wird.

Weshalb führt die Initiative zu einer Verarmung? Ich gestatte mir einen Blick direkt zur grünen Fraktion: Das ist so, weil Sie nicht nur mit durchaus ehrenwerten Argumenten diese Gletscher-Initiative unterstützen, sondern weil Sie gleichzeitig auch eine Biodiversitäts-Initiative und eine Landschafts-Initiative lancieren. Sie wissen haargenau: Mit der Biodiversitäts-Initiative werden Sie jedes Kilowatt an neuem Wasserkraftstrom, mit der Landschafts-Initiative jedes neue Windkraftwerk verhindern.

Ich nenne Ihnen Beispiele: An der Grimsel versuchen wir seit zwanzig Jahren mit Gesuchen, die Staumauer zu erhöhen. Heute wird die bestehende alte Staumauer ersetzt, weil sie ersetzt werden muss. In dieser Phase können wir eine Erhöhung der Staumauer nicht bauen, weil Sie das mit allen rechtlichen Mitteln bekämpft haben; es geht um die Staumauer, welche die so dringende Umwandlung von Solar- in Winterstrom ermöglichen würde, was ich durchaus unterstütze.

Frau Bundesrätin Sommaruga hat – ich gestatte mir hier, das als SVPlar zu sagen – in hervorragender Weise einen runden Tisch einberufen, der in einer Nutzwertanalyse die fünfzehn für diese Strategie wichtigsten Wasserkraftwerke analysiert hat. Was ist passiert? Danke, Pro Natura, danke, WWF, danke, dass Sie unterschrieben haben! Dann kommt aber die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz – das ist Ihre Klientel, geschätzte grüne Fraktion – und sagt: Halt, das Gornergrat-Projekt, das wichtigste und grösste in dieser Initiative, können wir nicht unterstützen – können wir nicht unterstützen! Dann kommt die Organisation Aqua Viva und sagt: Halt, das zweitwichtigste, ebenso grosse Projekt beim Triftgletscher können wir nicht unterstützen!

Ich stimme Ihnen zu: Machen wir diese Umwandlung gemeinsam. Aber dann helfen Sie nun endlich mit, und sagen Sie nicht, die SVP hätte keine Lösungen. Wir haben durchaus einen Schritt gemacht, etwa bei der parlamentarischen Initiative Girod. Helfen Sie uns, zuzubauen. Wenn wir nicht zubauen, werden unsere Kinder in zehn, zwanzig Jahren keinen Strom mehr haben, keine Energie, und sie werden in diesem Land verarmen. Das ist zu verhindern, und genau deshalb ist diese Initiative in aller Klarheit zur Ablehnung zu empfehlen.

Rytz Regula (G, BE): Ich könnte jetzt sehr gut auf alle diese Vorwürfe eingehen, die mein Vorredner, Kollege Röstli, hier auf den Tisch gelegt hat, und ihm aufzeigen, dass alles anders ist, als er es gesagt hat. Wir helfen sehr intensiv mit, erneuerbare Energien zu produzieren, auch Wasserkraft. Aber ich glaube, es ist nicht der Moment, um hier über diese ganz konkreten Dinge zu streiten. Es geht hier um eine Initiative, die sehr viel mehr will, eine ganz andere Ebene anpacken will als das, was wir jetzt von meinem Vorredner gehört haben. Wir reden über nichts anderes als über die Frage, ob wir das Klimaschutzabkommen von Paris, das die Schweiz unterschrieben hat, auch in die Verfassung schreiben wollen und danach mit den nächsten Schritten eben auch in einem indirekten Gegenvorschlag konkrete Massnahmen beschliessen werden, mit denen wir das umsetzen.

Wenn ich mir jetzt am Schluss dieser langen Rednerliste die Diskussion vor Augen führe, die in diesem Saal stattgefunden hat, dann muss ich sagen, dass sich einiges zum Guten verändert hat, aber noch nicht alles. Vor zehn Jahren, als wir diese Diskussion hier auch schon geführt haben, gab es noch viele Leute, viele Kollegen und Kolleginnen, die den Klimawandel an sich abgestritten haben. Das habe ich auch immer auf den Podien erlebt. Es hat geheissen, das seien natürliche Schwankungen, grüne Märchen, Hysterie usw. Diese Form der Realitätsverweigerung ist immer noch da, doch die Herren Gafner, Walliser und wie sie alle heissen, sind heute in der Minderheit.

Denn alle verantwortungsvollen Menschen hier wissen: Die Klimakrise ist eine Bedrohung für unseren Wohlstand und unsere Freiheit. Die Klimakrise stellt die Existenz von Millionen von Menschen auf diesem Planeten aufs Spiel. Die Klimakrise wird enorme Migrationsbewegungen und Konflikte um knappe Ressourcen auslösen. Es wird Kriege um Wasser geben, es wird Kriege um Nahrung geben. Und was Krieg ist, das sehen wir heute so nahe wie schon lange nicht mehr.

Doch gibt es auch gute Botschaften. Wenn die Menschen verantwortlich sind für diese enorme, bedrohliche Klimaerhitzung, dann sind sie auch für die Lösungen verantwortlich. Wir können etwas tun, wir alle, die Politik, die Wissenschaft, die Wirtschaft, gemeinsam: mit der Energiewende, mit der Mobilitätswende, mit Sparsamkeit, mit Innovation. Damit wir das schaffen, müssen wir vom Können endlich zum Machen kommen. Da gibt es noch so viel Luft nach oben. Die Problemlage ist viel, viel grösser, als wir es uns vorstellen können und als das, was hier heute auch oft beschrieben wurde. Denn der neuste IPCC-Bericht war kein Warnruf mehr. Das war ein Donnerknall.

Kollege Gugger hat vorhin bereits darauf hingewiesen: Wenn wir die Ziele des Klimaabkommens von Paris nicht erreichen, dann ist das Leben von über 3 Milliarden Menschen auf diesem Planeten bedroht. Leider sind



wir heute weit von der Umsetzung dieses Zieles entfernt. Die Wissenschaft hat aufgezeigt, was passiert, wenn wir es nicht schaffen. Eine Erderwärmung von über 2 Grad Celsius hätte zur Folge, dass z. B. in Regionen, die abhängig von Schmelzwasser sind – und das sind wir hier in der Schweiz –, 20 Prozent weniger Wasser für die Landwirtschaft zur Verfügung stehen würde. Wir laufen also sehenden Auges in eine Krise hinein, und das auf einem von Krisen nicht gerade verschonten Planeten.

Mit jeder weiteren Verzögerung der Massnahmen für den Klimaschutz und der Anpassung an den Klimawandel wird sich das Fenster der Gelegenheiten schliessen, eine lebenswerte und nachhaltige Zukunft für alle zu sichern. Das sagt die Wissenschaft.

Die Gletscher-Initiative ist ein Bekenntnis dazu, dass wir unsere Verantwortung verstanden haben. Sie will nichts weniger als die Ziele des Klimaabkommens von Paris in unsere Verfassung schreiben, so, wie das z. B. die Bevölkerung des Kantons Bern schon beschlossen hat. Dieses Ziel hier sollten alle unterstützen können, auch aus der FDP und aus der Mitte, im Wissen darum, dass ein Verfassungsartikel alleine nicht reichen wird. Wir brauchen einen schnellen Umsetzungsplan, Etappenziele, massive öffentliche Investitionen, den Umbau der Energiesysteme und des Gebäudeparks.

Das geht nur über einen indirekten Gegenvorschlag, der ehrgeizige und mehrheitsfähige Massnahmen enthält. Mehrheitsfähig heisst sozial. Der Klimaschutz muss auch für die Menschen in den ländlichen Gebieten und mit tiefen Einkommen funktionieren, sonst werden die Rappenspalter, die mit den Milliarden der Ölfirmen unterstützt werden, auch die nächsten Abstimmungen bodigen wollen. Es geht um die Freiheit der zukünftigen Generationen, das hat das deutsche Verfassungsgericht sehr klar gemacht. Schützen wir die Freiheit der zukünftigen Generationen.

Sagen Sie Ja zur Gletscher-Initiative!

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Sehr geehrte Frau Kollegin Rytz, ich glaube, auch unsere Partei und unsere Fraktion nehmen das sich verändernde Klima, die Klimaerwärmung, sehr ernst. Dass Massnahmen ergriffen werden müssen, ist uns klar. Wenn Sie die Problematik aber darstellen, dann ist meine Frage an Sie: Wie sehen Sie denn eigentlich die Zielkonflikte zwischen dem Landschaftsschutz und den Massnahmen, die nun einmal ergriffen werden müssten, um den CO₂-Ausstoss zu senken? Diese Problematik besteht vor allem auch in Ihren Reihen.

AB 2022 N 145 / BO 2022 N 145

Rytz Regula (G, BE): Wir haben schon sehr viele Lösungen aufgezeigt. Der Kanton Zürich, mit einem Energiedirektor aus der Grünen Partei, hat es zum Beispiel geschafft, dass er beim Ausbau der Solarenergie, beim Landschaftsschutz wie auch bei der Sanierung des Gebäudeparks einen grossen Schritt vorwärtsgekommen ist. Ich denke, die Zielkonflikte müssen wir ehrlich und redlich miteinander diskutieren. Es gibt viele Wasserkraftprojekte, die wir unterstützen – das hat Kollege Rösti natürlich nicht erwähnt –, zum Beispiel den Ausbau des Triftsees im Grimselgebiet. Wir unterstützen auch Windkraftprojekte, diesbezüglich könnten wir einmal schauen, wer von uns eigentlich mehr unterstützt. Hier kommt der Widerstand ja auch sehr stark von rechter Seite. Kollege Fluri ist auch sehr engagiert im Landschaftsschutz und hat zum Teil wirklich sehr gute Argumente, um einzelne Projekte zu hinterfragen und andere zu unterstützen.

Wir müssen es doch gemeinsam machen. Ich glaube, das ganze Hin und Her bringt uns überhaupt nicht weiter. Es gibt sehr, sehr viel, was wir jetzt tun können. Lassen Sie es uns gemeinsam anpacken!

Egger Mike (V, SG): Kollegin Rytz, ich bin schon etwas erstaunt. Sie haben gesagt, Sie hätten das Wasserkraftprojekt am Grimsel unterstützt. Warum sind dann Parteikolleginnen von Ihnen im Patronatskomitee von Aqua Viva aktiv? Das ist ja die Organisation, die Einspruch gegen dieses Projekt erhoben hat.

Rytz Regula (G, BE): Wie gesagt, wir diskutieren hier nicht über einzelne Massnahmen. Das mache ich sehr gerne mit Ihnen: Wir können uns nachher alle in ein Sitzungszimmer zurückziehen und darüber sprechen, was in einzelnen Projekten heute möglich und nötig wäre und was die jeweiligen Argumente sind.

Heute diskutieren wir über eine Initiative, über Menschen, die über die Entwicklung besorgt sind, die auf uns zukommt, wenn wir mit dem Ausbau der Solarenergie, mit der Verkehrswende, die sehr, sehr wichtig ist, nicht schnell genug vorwärtskommen. Wenn all das nicht in dem Tempo, in dem es nötig ist, gemacht wird, dann werden wir die allergrössten Probleme mit den Wahlfreiheiten der künftigen Generationen haben. Das ist die Dimension, über die wir heute diskutieren.

Für die Diskussion darüber, was Sie, was andere blockieren, haben wir noch sehr viel mehr Zeit. Wir brauchen vor allem einen indirekten Gegenvorschlag, der auch die öffentlichen Investitionen sichert, die möglich, die



nötig sind, damit wir die Menschen, die keine grossen ökonomischen Reserven haben, um zum Beispiel ihr Haus umzubauen, besser unterstützen können.

Rösti Albert (V, BE): Liebe Kollegin Rytz, Sie haben ja gesagt, es wäre alles falsch gewesen, was ich gesagt habe. Das lassen wir so stehen. Aber Sie können uns jetzt nicht einfach wieder ins Hinterzimmer verbannen, wir hatten ja diesen geschlossenen Raum zum Beispiel bei der Wasserkraft. Sind Sie bereit, im Interesse des Klimaschutzes aktiv mitzuhelfen, dass bei den wichtigsten Projekten – die sind ausgewiesen: Gornergrat, Grimsel und Trift – die Investitionen realisiert werden können und die Speicherung getätigt werden kann? Sind Sie dazu bereit, den Landschaftsschutz zu überzeugen, dass das jetzt erste Priorität hat?

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Die Frage wurde gestellt, Herr Rösti, vielen Dank! Ich hoffe, sie wurde auch verstanden.

Rytz Regula (G, BE): Herr Rösti, ich hätte da eine Gegenfrage: Sind Sie bereit, die nötigen öffentlichen Investitionen zur Verfügung zu stellen, um als Erstes dort auszubauen, wo – wie wir alle wissen – ein enormes Potenzial besteht, das wir sofort realisieren können? Das ist beim Ausbau der Solarenergie der Fall.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Rytz, Sie geben sich jetzt schon etwas gar unredlich. Sie haben damals mit der Grünen Partei die Fischerei-Initiative unterstützt. Das hat zu viel restriktiveren Restwassermengenbestimmungen geführt, was alleine bei der Wasserkraft 3 bis 4 Terawattstunden Einbussen ergibt. Das alles haben Sie unterstützt. Wir waren dagegen.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Herr Wasserfallen, dieses Pult ist für Fragen gedacht.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Präsidentin, ich weiss, Sie sind auch in der Grünen Partei, manchmal ist es schwierig, die Realität zu sehen. (*Unruhe*) Frau Rytz, sind Sie bereit, wenn es um Quick Wins geht – und Sie haben ja die Dringlichkeit betont –, hier endlich Hand zu bieten, die Restwassermengenbestimmungen zu lockern?

Rytz Regula (G, BE): Herr Wasserfallen, wir reden hier über eine der grössten Krisen, die auf die Menschheit zukommen. Wir brauchen Lösungen, um sie zu überwinden. Wir haben Quick Wins, ich habe es schon gesagt, das betrifft die Solarenergie. Was die Restwassermengen, was die Frage des Schutzes der Biodiversität, der Fische in den Gewässern, anbetrifft, so reden wir über eine andere grosse Umweltkrise, nämlich die Krise der Biodiversität. Sie wissen genau, dass auch die Wissenschaft sagt, dass die Krise der Biodiversität in der Dimension mindestens genauso gross ist wie die Klimakrise, damit verknüpft ist und dazu führen wird, dass die Ökosysteme uns Menschen in unserem Leben auf dieser Welt nicht mehr tragen können.

Jetzt können Sie hier nicht polemisch und völlig unnötig ein Hin und Her machen. Lassen Sie uns das auf die Seite räumen. Wir haben die Pflicht, dass wir innerhalb von Zielkonflikten und innerhalb unserer sozialen Verantwortung Lösungen finden, die dazu beitragen, dass wir die Menschen in der Schweiz so rasch als möglich dafür gewinnen, den richtigen Weg zu wählen, um die allergrössten Krisen, also die Biodiversitäts- und die Klimakrise, die auf uns zukommen, abzuwenden. Das machen wir gemeinsam; es bringt überhaupt nichts, hier diesen Streit zu suchen.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Die Diskussion, die Sie gestern und heute führen, findet in einem besonderen Moment statt.

Auf der einen Seite tobt in der Ukraine ein Krieg, der uns fassungslos macht. Das Leid, das der ukrainischen Bevölkerung zugefügt wird, ist unermesslich. Dieser Krieg ist ein humanitäres Drama. Dieser Krieg wird sich aber auch auf die Energiepolitik auswirken, und zwar weltweit, auch in der Schweiz. Dieser Krieg wird sich auch auf die Versorgung mit Energie auswirken, und zwar weltweit, auch in unserem Land. Dieser Krieg führt uns unsere eigene Verwundbarkeit vor Augen. Unser Land ist zu über 60 Prozent von fossilen Energieträgern abhängig, und diese sind alle zu 100 Prozent importiert.

Auf der anderen Seite haben wir vor wenigen Tagen den neusten Bericht des Weltklimarates, also der Wissenschaft, zur Situation unseres Planeten angesichts der andauernden Klimaerwärmung erhalten. Die Feststellungen der Wissenschaft sind deutlich und unmissverständlich. Die Auswirkungen des Klimawandels treten viel schneller auf, sie sind zerstörerischer und weitreichender, als man vor zwanzig Jahren angenommen hat. Der Hunger nimmt zu, und das Wasser wird knapp. Das Zeitfenster, um dieser Entwicklung entgegenzutreten, schrumpft. Die Massnahmen, mit denen Mensch und Natur auf die Klimaveränderung antworten, werden immer teurer, je länger wir damit zuwarten.



Wir haben es mit einer Klimakrise zu tun, und wir sind energiepolitisch gefordert. Angesichts dieser grossen Herausforderungen, vor denen wir stehen, gibt es zwei Möglichkeiten, damit umzugehen. Entweder Sie suchen gemeinsam nach Antworten, nach konkreten Lösungen, oder Sie begnügen sich damit, Nein zu sagen. Der Bundesrat möchte mit all jenen zusammenarbeiten, die gemeinsam nach Lösungen suchen. Es bringt uns nicht weiter, wenn wir Klima- und Energiepolitik gegeneinander ausspielen, im Gegenteil: Nachhaltig sind nur jene Massnahmen, die Klima- und Energiepolitik miteinander verbinden; nachhaltig sind nur jene Massnahmen, die

AB 2022 N 146 / BO 2022 N 146

unsere Bevölkerung bei diesen grossen Herausforderungen unterstützen; nachhaltig sind nur jene Massnahmen, welche die Innovationskraft unserer Wirtschaft nutzen. Diese grosse Transition kann dazu beitragen, und sie wird dazu beitragen, dass wir Arbeitsplätze, und zwar Arbeitsplätze mit Zukunft, in unserem Land sichern und schaffen können – und genau das wollen wir.

Heute haben Sie Ihre Position in Bezug auf eine Volksinitiative festzulegen, die das Netto-null-Ziel in der Bundesverfassung festlegen will; es soll bis 2050 erreicht werden. Der Bundesrat unterstützt die Erreichung des Netto-null-Ziels bis 2050. Er hat es übrigens schon festgelegt, bevor die Gletscher-Initiative eingereicht wurde. Der Bundesrat hat im Januar 2021 auch die entsprechende langfristige Klimastrategie vorgelegt.

Der Bundesrat schlägt Ihnen einen direkten Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative vor. Dieser direkte Gegenentwurf verzichtet im Unterschied zur Initiative auf ein grundsätzliches Verbot fossiler Energieträger. Er ersetzt es durch eine Pflicht, den Verbrauch dieser Energieträger so weit wie möglich zu vermindern. Der Ersatz fossiler Energieträger soll sich zum einen an den technischen Möglichkeiten und an der wirtschaftlichen Tragbarkeit orientieren. Zum andern sollen Anwendungen für die Sicherheit des Landes und den Schutz der Bevölkerung weiterhin möglich sein. Damit sind insbesondere Armee- und Polizeieinsätze gemeint, es geht aber auch um die Rettungsdienste, die Krankenversorgung und um Katastrophenhilfe.

Der Gegenentwurf des Bundesrates übernimmt den Grundsatz der Initiative, wonach die Klimapolitik auf eine Stärkung der Volkswirtschaft und auf Sozialverträglichkeit ausgerichtet werden soll. Als Ergänzung dazu nimmt der Gegenentwurf des Bundesrates die besondere Situation von Berg- und Randgebieten auf. Er übernimmt ebenso den Grundsatz der Initiative, wonach die Klimapolitik namentlich die Instrumente der Innovations- und Technologieförderung nutzt. Ergänzend dazu führt der Gegenentwurf namentlich die Forschung auf, um ihrer herausragenden Bedeutung gebührend Rechnung zu tragen.

Der Bundesrat beantragt Ihnen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und dem direkten Gegenentwurf zuzustimmen. Ich bitte Sie daher, dem Antrag Ihrer Kommissionsmehrheit zu folgen.

Verschiedene Votanten – ich habe Ihnen in diesem Saal wahrscheinlich als Einzige die ganze Zeit zugehört – haben erwähnt, dass sie lieber einen indirekten Gegenvorschlag möchten, also ein Gesetz, das nebst den Zielen, wie sie die Gletscher-Initiative vorsieht, auch konkrete Massnahmen beinhaltet. Der Bundesrat kann sich diesem Vorgehen anschliessen. Dem Bundesrat ist es ein Anliegen, dass die Ziele festgelegt werden; dadurch wird Investitionssicherheit geschaffen, was für die Wirtschaft zentral ist. Wirtschaft und Bevölkerung müssen wissen, wo wir hingehen wollen, sie müssen diesen Pfad kennen.

Klima- und energiepolitische Massnahmen sind oft sehr langfristige Investitionen. Wer heute eine Ölheizung durch eine Ölheizung ersetzt, wird im Jahr 2042 voraussichtlich immer noch mit Öl heizen. Wie wollen Sie im Jahr 2050 bei netto null ankommen, wenn Sie dort, wo die Alternativen schon heute vorhanden sind, wie z. B. beim Heizen, nicht bereits auch heute umschwenken?

Ich sage noch etwas zur erwähnten Ölheizung: Es könnte ja auch etwas anderes eintreten, nämlich dass diese Ölheizung in ein paar Jahren gar nicht mehr betrieben werden kann, weil die Ölpreise nicht mehr bezahlbar sind – und dann war das eine klassische Fehlinvestition. Genau deshalb sind diese Ziele und Vorgaben so wichtig!

Dem Bundesrat ist es aber ebenfalls wichtig, dass Sie konkrete Massnahmen beschliessen. Denn das Netto-null-Ziel 2050 kann man nicht erreichen, wenn es uns nicht gelingt, den CO₂-Ausstoss bis 2030 mindestens zu halbieren. Das heisst, die nächsten Jahre sind für das Netto-null-Ziel 2050 entscheidend. Der Bundesrat unterstützt es deshalb, wenn Sie die Klimaziele in die Bundesverfassung oder ins Gesetz schreiben. Wichtig ist einfach, dass Sie es tun.

Noch diesen Sommer wird Ihnen der Bundesrat eine Vorlage mit konkreten Massnahmen bis 2030 unterbreiten, mit denen wir sicherstellen können, dass sich die Klimaziele 2030 erreichen lassen. Es ist klar: Wir brauchen auch nach dem Jahr 2030 noch konkrete Massnahmen, aber wichtig ist, dass es jetzt vorwärtsgeht. Wir haben Zeit verloren – Zeit, die wir eigentlich nicht haben. Wir haben Zeit verloren, die wir unseren Kindern und Grosskindern stehlen, wenn wir jetzt nicht rasch vorwärtskommen.



Vorwärtsmachen müssen wir auch in der Energiepolitik. Auch hier haben wir Zeit verloren. Unser Land hat sich in den letzten zehn Jahren vor allem auf Importe verlassen. Es hat sich zu sehr auf Importe verlassen, Importe von Strom, Importe von Öl, Importe von Gas, Importe von Uran. Die Dekarbonisierung und der damit verbundene steigende Strombedarf sind aber nicht nur Aufgaben der Schweiz. Auch andere Staaten stehen vor diesen ganz genau gleichen Aufgaben. Deshalb stellt sich gerade beim Strom die Aufgabe, dass wir mehr einheimischen Strom produzieren. Übrigens: Auf Wasserstoff zu setzen, auf Methan zu setzen, auf synthetische Treibstoffe zu setzen – das sind alles gute und wichtige Ideen und auch Massnahmen, die wir ergreifen. Aber für all das braucht man mehr Strom, braucht man mehr Überschussstrom. Darum kommt man nicht herum.

Wie das geht, wie wir die Stromproduktion in der Schweiz ausbauen und die Stromeffizienz steigern können, das hat der Bundesrat in den letzten drei Jahren klar und deutlich aufgezeigt. Es würde wahrscheinlich niemand in diesem Saal behaupten, der Bundesrat sei ein links-grünes Gremium.

Erstens hat Ihnen der Bundesrat ein Energiegesetz vorgelegt, damit Sie die erneuerbaren Energien weiterhin fördern können und sie auch effizienter fördern können. Die Wasserkraft ist und wird das Rückgrat der schweizerischen Stromversorgung bleiben. Sie kann ideal mit Sonne, mit Wind, mit Biomasse ergänzt werden. Sie haben dieses Gesetz bereits im letzten Herbst verabschiedet. Das war gut, das war wichtig. Wir werden dieses Gesetz schon bald in Kraft setzen können. Die Bevölkerung und die Wirtschaft wollen in diese Richtung gehen, sie haben das bestätigt, indem sie in den letzten beiden Jahren zweimal einen Rekord beim Zubau von Fotovoltaik aufgestellt haben. Man sieht es, auch die Bevölkerung wartet und will in diese Richtung gehen.

Zweitens hat Ihnen der Bundesrat ein Stromversorgungsgesetz vorgelegt, das den Zubau von Winterstrom vorsieht, von Strom, der mit der Speicherwasserkraft im Winter sicher abrufbar ist. Wir wollen dort vor allem auf die Speicherwasserkraft setzen. Es ist aber nicht ausgeschlossen, auch andere Möglichkeiten vorzusehen. Die Projekte sind vorhanden; Herr Nationalrat Rösti hat sie vorhin erwähnt. Am runden Tisch wurden sie, ich sag es jetzt mal so, von Herrn Rösti und Frau Nationalrätin Schneider Schüttel und den Kantonen gemeinsam symbolisch verabschiedet. Das ist ein wichtiger Schritt, um zu zeigen, dass wir ohne Abbau beim Umweltschutz, ohne Abbau beim Gewässerschutz, ohne Abbau bei der Biodiversität fünfzehn Projekte realisieren können, mit denen wir 2 Terawattstunden Strom zubauen können, die im Winter sicher abrufbar sind.

Dieses Stromversorgungsgesetz, mit dem wir genau in diese Richtung gehen wollen, ist nun seit zehn Monaten im Parlament hängig. Ich hoffe, dass wir jetzt auch dort rasch vorwärtsmachen. Wir brauchen diese Grundlagen, damit nachher auch investiert wird.

Drittens hat der Bundesrat eine Vorlage zur Beschleunigung von Bewilligungsverfahren für grosse Wasserkraft- und Windkraftanlagen in die Vernehmlassung gegeben. Wenn ich heute sehe, wer alles jetzt schon wieder irgendeinen Vorbehalt anmeldet, weil man hier vielleicht nicht einverstanden ist oder dort vielleicht nicht einverstanden ist, dann muss ich Ihnen sagen: Man muss sich nicht wundern, wenn es dann weiterhin zwanzig, dreissig Jahre geht, bis irgendeine Anlage bewilligt werden kann. Ich bitte Sie – und ich mache hier einen Appell an all diejenigen, die auch heute und gestern gesagt haben, es müsse vorwärtsgen –: Sie müssen irgendeinmal fähig und willig sein, sich zusammenzurufen und nicht bei jedem Spezialinteresse zu sagen, ja, hier schon, aber

AB 2022 N 147 / BO 2022 N 147

dort nicht. Diese Beschleunigungsvorlage wird absolut zentral sein, damit die Anlagen, die wir brauchen und auch in unserem Land bauen können, tatsächlich gebaut werden, aber nicht in zwanzig und nicht in dreissig Jahren, sondern möglichst bald. Wir werden die Vorlage ins Parlament bringen, und dann ist es an Ihnen, kohärent zu dem, was Sie heute gesagt haben, zu entscheiden, wenn es darum geht, die richtigen gesetzlichen Grundlagen zu verabschieden.

Viertens hat der Bundesrat einen Entscheid gefällt in Bezug auf die Versorgungssicherheit in ausserordentlichen Notsituationen. Sie wissen, dass die Elcom mit dem Anliegen an den Bundesrat herangetreten ist und auch ein entsprechendes Konzept ausgearbeitet hat. Es geht um die Absicherung im Winter für eine ausserordentliche Notsituation. Die Elcom hat dem Bundesrat ein Konzept vorgelegt, das zwei Elemente enthält: Sie schlägt erstens eine Wasserreserve vor. Eine Wasserreserve bedeutet, dass wir im Herbst Speicherwasserkraft reservieren, damit wir sicher abrufbaren Strom haben, falls wir Ende Winter für eine gewisse Zeit zusätzlichen Strom bräuchten. Der Bundesrat hat entschieden, dass er das Konzept für diese Wasserreserve auf dem Verordnungsweg verabschieden will, damit die Reserve bereits nächsten Winter funktionieren kann. Im nächsten Winter wird die Wasserreserve funktionieren. Die Elcom hat in ihrem Konzept ergänzend einen zweiten Absicherungsvorschlag gemacht, nämlich den Bau von zwei bis drei Gaskraftwerken.

Ich möchte doch noch etwas zu Aussagen anmerken, die ich gestern gehört habe. Ich weiss nicht, ob Sie nicht so gut informiert sind oder ob Sie etwas falsch verstanden haben. Gemäss dem Konzept der Elcom sollten



wir, ergänzend zur Wasserreserve, zwei bis drei Gaskraftwerke bauen, die wir möglichst nie brauchen. Es geht um eine Rückversicherung. Die Elcom sagt, man sollte diese Gaskraftwerke bauen, und zwar so, dass man sie möglichst nie braucht. Es ist also weder eine neue Gasstrategie noch sonst etwas. Wenn Sie wollen, dass man diese Gaskraftwerke nie braucht, dann helfen Sie jetzt, die erneuerbaren Energien auszubauen. Helfen Sie dort, wo wir Energieverschwendung stoppen können. Ich spreche hier jetzt von den Elektrowiderstandsheizungen, die ja vor allem im Winter Strom brauchen. Es ist wichtig, dass wir dort, wo wir mehr Strom brauchen, tatsächlich vorankommen und rasch einen Entscheid fällen können.

Kohärenz heisst, nicht nur zu sagen, was nicht geht und was man nicht will, sondern auch zu handeln und unterstützend zu wirken, wenn die Lösungen auf dem Tisch liegen. Die Bevölkerung erwartet von uns und von Ihnen, dass wir uns zusammenraufen und jetzt konkrete Massnahmen beschliessen und auch umsetzen.

Ich komme zu den Fragen, die heute in der Detailberatung zur Diskussion stehen, und äussere mich dazu namens des Bundesrates wie folgt: Beim Bundesbeschluss 1 unterstützt der Bundesrat die Kommissionsmehrheit. Diese empfiehlt die Ablehnung der Gletscher-Initiative und die Unterstützung des direkten Gegenentwurfes. Beim Bundesbeschluss 2 empfiehlt Ihnen der Bundesrat ebenfalls, Ihre Kommissionsmehrheit zu unterstützen. Bei Artikel 197 Ziffer 13 Absatz 2 kann sich der Bundesrat dem Einzelantrag Romano anschliessen. Der Einzelantrag Romano ist gegenüber dem Mehrheitsentscheid der UREK-N vorzuziehen, weil er mit der gleichmässigen Reduktion ein Element des Bundesratsentwurfes, nämlich die lineare Absenkung, wieder hervorholt. Ausserdem ergänzt er mit dem Potenzial und den Ausgangslagen der einzelnen Wirtschaftszweige Elemente, die der Bundesrat bei der langfristigen Klimastrategie für die Sektorziele bereits berücksichtigt hat. Es ist aber so, dass der Einzelantrag Romano weniger ambitioniert als der Entwurf des Bundesrates ist; der Bundesrat spricht von einer "mindestens" linearen Absenkung. Wichtig ist aber – das ist eine zentrale Aussage der Wissenschaft –, dass die Absenkung jetzt vorwärtsgeht und dass man damit nicht länger zuwartet.

Zum Einzelantrag Pult zu Artikel 74a Absatz 4: Der Bundesrat kann diesen insofern unterstützen, als er in die Richtung geht, die auch der Bundesrat vorsieht. Der Bundesrat will die Situation der Berg- und Randregionen "berücksichtigen", der Einzelantrag Pult will sie "unterstützen"; ich denke, das geht in die gleiche Richtung. Sie werden beim indirekten Gegenentwurf, den Sie alle ja – im Moment zumindest – unterstützen, diese Bestimmung sicher noch einmal anschauen. Sie geht in die Richtung, die sich auch der Bundesrat überlegt hat.

Zum Einzelantrag Nordmann zu Artikel 197 Ziffer 13 Absatz 3 möchte ich Folgendes sagen: Der Bundesrat will den Heizungsersatz auch beschleunigen. Ich habe Ihnen vorhin gesagt, dass wir bei den Elektrowiderstandsheizungen Bedarf haben, aber bei den fossilen Heizungen natürlich auch. Wir wollen den CO₂-Ausstoss senken und weniger Strom verschwenden. Der Bundesrat hat im CO₂-Gesetz, das zurzeit in Vernehmlassung ist, ebenfalls einen beschleunigten Heizungsersatz vorgesehen. Der Vorschlag des Bundesrates ist aber etwas bescheidener als derjenige von Nationalrat Nordmann. In diesem Sinne kann ich sagen, er geht in die gleiche Richtung. Der Bundesrat wird Ihnen aber weniger finanzielle Mittel beantragen. Der Einzelantrag Nordmann sieht etwas mehr vor. Beide Varianten sehen auch eine Befristung vor, damit es jetzt rasch vorwärtsgeht.

Das sind die Äusserungen des Bundesrates.

Imark Christian (V, SO): Frau Bundesrätin, es ist ja kein Geheimnis, dass die geplante Dekarbonisierung am Ende einfach sehr viel mehr Strom brauchen wird. Jetzt haben Sie gesagt, Frau Bundesrätin, dass man sich an diesem runden Tisch geeinigt habe. Es sei quasi ein Allheilmittel, dass man dann vielleicht irgendwann zusätzlich 2 Terawattstunden bei der Wasserkraft zubauen kann. Sie haben aber nicht gesagt, wie viel Strom wir durch die neue Umweltgesetzgebung verlieren werden.

Deshalb meine konkrete Frage: Wie viel Strom werden wir in Zukunft wegen der Neukonzessionierung von Wasserkraftwerken verlieren?

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Besten Dank für diese Frage, Herr Nationalrat Imark. Die Einschätzungen sind da sehr unterschiedlich, je nachdem, wer diese Berechnungen angestellt hat.

Zuberbühler David (V, AR): Frau Bundesrätin, gemäss dem Initiativtext sollen ab 2050 in der Schweiz keine fossilen Brenn- und Treibstoffe mehr in Verkehr gebracht werden. Wären denn mit Annahme dieser Initiative Gaskraftwerke oder Gaskombikraftwerke überhaupt noch realisier- und betreibbar?

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Wie gesagt, erarbeitet der Bundesrat auf Anraten der Elcom jetzt auch Pläne für Gaskraftwerke. Die Gaskraftwerke müssten, sofern sie überhaupt laufen würden – was wir ja gar nicht wollen –, kompensiert werden. Sie haben die Elcom immer gerne als diejenige zitiert, die die Einschätzungen macht; jetzt sollten Sie vielleicht die Elcom dann auch unterstützen, wenn sie die Vorschläge macht.

Ausserdem wissen Sie ja wahrscheinlich auch: Es gibt verschiedene Formen von Gas. Sie können auch Gas



mit grüner Energie herstellen. Die Gaskraftwerke müssen also kompensiert werden. Ab 2050 können wir nicht mehr im Ausland kompensieren, aber wir werden auch im Jahr 2050 Dinge haben, z. B. Kehrlichtverbrennungsanlagen, die nicht einfach CO₂-frei sind. Deshalb brauchen wir auch die Negativemissionstechnologien; das wissen Sie. Wir sind intensiv am Erarbeiten, wir haben dort interessante Konzepte. Wir brauchen also beides: die Reduktion des CO₂, aber auch die Negativemissionstechnologien.

Dettling Marcel (V, SZ): Sehr geehrte Frau Bundesrätin, Sie haben Herrn Imarks Frage sehr schnell beantwortet, deshalb eine Nachfrage: Sie sagten, mit dem Zubau in der Wasserkraft bekämen wir 2 Terawattstunden zusätzlich. Ist es richtig, dass wegen der Neukonzessionierung, verursacht durch die strengere Gesetzgebung beim Gewässerschutz, die Branche damit rechnet, dass insgesamt 3,7 Terawattstunden verloren gehen, wir also bei der Wasserkraft unter dem Strich ein Minusgeschäft haben?

AB 2022 N 148 / BO 2022 N 148

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Dazu sage ich vielleicht zwei Dinge, Herr Dettling.

Erstens: Diese 2 Terawattstunden Zubau sind sicher abrufbarer Strom, ganz spezifisch für den Winter. Das betrifft also nicht einfach die generelle Stromversorgung, sondern das ist sicher abrufbarer Strom für den Winter. Das sind also 2 Terawattstunden. Gleichzeitig haben wir heute bei den Elektrowiderstandsheizungen, die vor allem im Winter Strom brauchen, einen Stromverbrauch von über 2 Terawattstunden. Dort sollten wir eine Reduktion vornehmen können. Sie sehen also die Dimensionen, in denen wir uns überhaupt bewegen. Zweitens zur Frage der Berechnung: Sie haben jetzt die Berechnung für einen Bereich erwähnt, nämlich, wie viel Ausfall allenfalls durch die Neukonzessionierung entsteht. Ich habe vorhin schon Herrn Imark gesagt: Je nachdem, wer die Berechnungen macht, fallen die Zahlen sehr unterschiedlich aus. Ich glaube, wir tun gut daran, diese Berechnungen anzuschauen.

Ich sage vielleicht noch etwas anderes, weil Sie heute ein bisschen einen Schlagabtausch geführt haben dazu, wer was verhindert. Ich denke, wenn wir die Produktion verbessern, verstärken und ausbauen wollen, dann werden wir nicht darum herumkommen, immer auch genau hinzuschauen, wo wir – vielleicht auch bei den Umweltschutzmassnahmen – eine gewisse Flexibilität in Kauf nehmen können, weil es am Schluss darum geht, hier ein Gleichgewicht zu erhalten. Ich kenne niemanden in diesem Saal, der dazu einfach Nein sagt.

Ihre Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie ist ja daran, aufgrund der Vorschläge, die der Bundesrat respektive das UVEK ihr unterbreitet hat, zu schauen, wo eine gewisse Flexibilität möglich ist. Es geht nicht um einen Kahlschlag beim Umweltschutz, um einen Kahlschlag bei der Biodiversität, sondern darum, Möglichkeiten zu finden, Schutz und Nutzen in einen guten Einklang zu bringen. Das müssen wir machen. Machen Sie es gemeinsam, denn hier gibt es Möglichkeiten.

Ich denke, Sie schaffen hier auch einen Graben, der unnötig ist. Es gibt nicht jemanden, der nichts will, und jemanden, der alles will. Für mich war der runde Tisch Wasserkraft diesbezüglich eine sehr gute Erfahrung: Wenn sich alle aufeinander zubewegen und wenn niemand einfach auf seiner Position beharrt, dann finden Sie Lösungen – nicht nur bei der Wasserkraft, sondern auch bei anderen erneuerbaren Energien.

Bourgeois Jacques (RL, FR), pour la commission: Après les six heures de débat que nous venons de vivre au sujet de l'initiative populaire pour les glaciers et le contre-projet direct, permettez-moi de faire un constat et deux précisions.

Tout d'abord, le constat: je prends acte avec satisfaction de nombreux propos positifs tenus à l'égard d'un contre-projet indirect. Je vous rappelle que la CEATE-N est en train de mettre sous toit un contre-projet indirect. En tant que président de la commission, avec l'aide de mes collègues, j'aimerais élaborer ce contre-projet indirect au cours des deux prochaines séances, afin qu'il puisse vous être soumis à la session d'été.

Ensuite, deux précisions.

1. Nous avons beaucoup entendu parler de politique énergétique et de la sécurité de l'approvisionnement. Il est clair que nous ne pouvons pas dissocier la politique climatique de la politique énergétique: elles sont liées l'une à l'autre. Mais j'aimerais préciser que nous débattons de la politique climatique. Le sujet de la politique énergétique et de la sécurité de l'approvisionnement est actuellement débattu à la CEATE-E dans le cadre de la révision de la loi sur l'énergie et de la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité. D'ici à cet automne – à la fin de l'année –, le projet amendé par le Conseil des Etats sera soumis au Conseil national. Nous aurons à ce titre un défi: sécuriser l'approvisionnement en électricité, ô combien important au vu des derniers événements cités dans les débats.

2. La CEATE-N a au cours du mois de janvier 2022, décidé – dans le débat sur le contre-projet à l'initiative populaire pour les glaciers – d'élaborer une loi-cadre fixant en parallèle des objectifs de zéro émission nette ou



de neutralité carbone, comme objectifs à atteindre à l'horizon 2050. De plus, les mesures qui seront prises pour atteindre ces objectifs seront en partie intégrées à la révision de la loi sur le CO₂ actuellement en consultation. J'espère que nous aurons le message du Conseil fédéral sur la révision de la loi sur le CO₂, qui est également prévue, pour cet automne.

Comme vous le constatez, nous aurons encore l'occasion de débattre soit de la politique climatique, soit de la politique énergétique, et devons veiller à ce que l'ensemble des différentes révisions forment un paquet cohérent et que toutes les pièces du puzzle s'intègrent les unes aux autres à la fin.

Paganini Nicolo (M-E, SG), für die Kommission: Auch nach sechs oder sieben Stunden Debatte muss oder darf jemand das letzte Wort haben. Ich glaube, nach Abschluss dieser Monsterdebatte kann ich als Kommissionssprecher in materieller Hinsicht zu dieser Volksinitiative und auch zum direkten Gegenvorschlag eigentlich nichts mehr anfügen. Deshalb nur noch folgende drei Feststellungen:

Erstens haben Fraktionssprecher und Einzelredner von links bis rechts eine gewisse Präferenz für einen indirekten Gegenvorschlag zur Gletscher-Initiative zum Ausdruck gebracht. Wie gestern erwähnt, ist es das Ziel Ihrer Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie, dieses Projekt eines Klimagesetzes in den nächsten Sitzungen zügig voranzutreiben. Wir sind als Kommission nach dieser Debatte herausgefordert, Ihnen eine möglichst breit akzeptierte Vorlage zu unterbreiten. Fast alle wollen diesen indirekten Gegenvorschlag. Aber ein indirekter Gegenvorschlag ist vorerst einmal eine Hülle. Nicht alle in diesem Saal haben die gleichen Erwartungen, was in diesem indirekten Gegenvorschlag zu stehen hat. Da sind wir herausgefordert.

Zweitens hat die Debatte auch gezeigt, dass sich Klima- und Energiepolitik nicht wirklich trennen lassen und dass sie sich auch gegenseitig beeinflussen. Das ist auch in den Worten der Energie- und Umweltministerin vorhin klar zum Ausdruck gekommen. Zahlreiche Voten, die wir gehört haben, hätten auch in eine künftige Eintretensdebatte zum Mantelerlass zur Revision von Stromversorgungs- und Energiegesetz gepasst. Diese energiepolitische Vorlage wird zurzeit in der UREK-S diskutiert. Spätestens in einem Jahr wird sich unser Rat dann mit diesem ohne Zweifel für die Energiezukunft unseres Landes wichtigen Geschäft befassen dürfen und müssen.

Drittens möchte ich ebenfalls noch darauf hinweisen, dass sich ja auch eine neue Revision des CO₂-Gesetzes in der Vernehmlassung befindet. Aktuell wäre es die Idee der UREK-N, den indirekten Gegenvorschlag zur Gletscher-Initiative als eine Art Klimarahmengesetz mit längerfristiger Perspektive auszugestalten und konkrete Massnahmen, zum Beispiel im Gebäudebereich, im CO₂-Gesetz zu regeln. Aber das ist, wie bereits erwähnt, "work in progress".

Abschliessend bitte ich Sie also im Namen der Kommission nochmals, auf den direkten Gegenvorschlag einzutreten, diesen Volk und Ständen zur Annahme sowie die Gletscher-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, in der Detailberatung überall der Kommissionsmehrheit zu folgen und mit der Zustimmung zum direkten Gegenvorschlag die Behandlungsfrist für die Gletscher-Initiative bis zur Sommersession 2023 zu verlängern.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

AB 2022 N 149 / BO 2022 N 149